

Pour faire céder le gouvernement
il faut une grève générale des fonctionnaires

Rouge

La semaine prochaine

Un supplément spécial:
Nicaragua

M1578 N° 1131 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

19 au 25 octobre 1984

Assassinats • Familles interdites • Mesures d'exception

Mitterrand exclut les immigrés et encourage les racistes



De bavures policières en assassinats

Par Christian Picquet

Deux poids, deux mesures. En France aujourd'hui, la vie d'une homme qui porte un uniforme pèse plus lourd que celle d'un « bougnoule » ou d'un jeune que certains se plaisent à décrire comme des « délinquants par nature ».

C'est ce qu'illustrent parfaitement trois événements récents. Le 11 octobre, le policier Joseph Léon trouvait la mort à Puteaux, lors d'un contrôle d'identité. Il n'en fallut pas plus pour que les médias se déchainent contre l'« insécurité ». Pourtant, une semaine auparavant, un garçon de seize ans avait été flingué dans l'Oise, par une brigade anticriminalité. Et le 16 octobre, un immigré, Hocsein Selmi, était à son tour abattu par un gardien qu'il ne menaçait nullement.

Dans ces derniers cas, les commentateurs n'eurent cependant rien de plus pressé que d'oublier ces fâcheux dérapages. C'est à de tels indices qu'on mesure le développement d'un climat. Le nombre des policiers tués dans l'exercice de leurs fonctions, est très inférieur à celui des jeunes ou des immigrés victimes de ce que l'on nomme pudiquement une « bavure ». N'importe. Depuis plusieurs années, la droite et l'extrême droite s'efforce d'assimiler délinquance, jeunesse et immigration. Un Le Pen a même bâti sa crédibilité électorale sur cette indigente idée. Lentement mais sûrement, un racisme rampant et banalisé s'est greffé sur une psychose généralisée d'insécurité. Et la mort se trouve au bout du canon des « Manhurin 357 Magnum » dont toute la police sera bientôt équipée. Cautionner d'un seul mot, d'un seul acte ce climat, c'est contribuer au développement d'un véritable cancer. Un cancer qui se traduit par la désignation de toute une population à la vindicte publique.

En adoptant une série de dispositions visant à réduire brutalement le nombre des travailleurs étrangers dans notre pays (voir pages 8 et 9), le gouvernement vient, à cet égard, de mettre le doigt dans un engrenage infernal et d'encourager les campagnes racistes. « Immigrés, ça ne suffit pas », titrait Minute du 13 octobre. Voilà qui nous rappelle qu'il n'est rien de plus urgent que de s'atteler à la construction d'un mouvement unitaire, permanent et massif contre le péril et pour les droits de la population immigrée.

FORTUNES Supprimer l'impôt

Supprimer l'impôt sur le revenu, le maximum de fonctionnaires et les prestations des services de santé afin de rendre le citoyen responsable de ses dépenses... C'est en résumé le programme de la Ligue des contribuables qui tenait ses états généraux les 13 et 14 octobre au Palais des congrès de Paris. Elle rassemblerait 100 000 adhérents, 4 000 délégués participaient à son happening national du dernier week-end. Son président fondateur, J. Bloch Morhange, a profité des colonnes du *Figaro-Magazine* pendant un an afin de promouvoir le mouvement. Louis Pauwels (homme de lettres), directeur du *Fig Mag* et Robert Hersant (député européen), directeur du *Figaro*, sont payés de retour et figurent au nombre des personnalités constituant le bureau exécutif de la Ligue... en bonne compagnie. On relève les noms plus ou moins connus de Serge Dassault (P-DG de la société électronique du même nom), du professeur Bernard Debré (chirurgien), d'Alain Madelin, député UDF (connu dans sa

jeunesse comme responsable du groupe d'extrême droite Ordre nouveau), de Michel Maury Larivière, vice-président du CNPF, de Michel Prigent, (éditorialiste du journal patronal la *Vie française*), de Jean-Maxime Lévêque, banquier de choc (tête de file des associations de défense contre les nationalisations en 1981 et fondateur de l'association UNIR, Union nationale pour l'initiative et la responsabilité...). Bref, du beau monde.

CROISADE Barre de père en fils

Relevée dans les pages du carnet mondain du *Figaro-Magazine*, cette révélation émouvante : Nicolas, fils de Raymond, part en croisade, entouré de juristes et d'experts financiers, contre les règlements judiciaires et autres liquidations de biens qui peuvent faire supporter en partie ou totalité les dettes d'une société à ses dirigeants. « On oublie que le chef d'entreprise a été un créateur, un homme responsable, qu'il a fait vivre des salariés. Les incidences sur sa vie, sur la vie de sa famille,

sont négatives. Il est brisé psychologiquement. Les drames sont nombreux. » Un patron au fond est presque déjà un saint.

LYON Raffles policières (communiqué)

« Le jeudi 4 octobre à l'aube, une douzaine de responsables des services de police de Lyon (police judiciaire, Renseignements généraux, etc...) ont procédé à une série d'interpellations et de perquisitions aux domiciles de militants du CSLPC (Collectif de soutien à la lutte du peuple corse), du CODENE (Comité pour le désarmement nucléaire en Europe), des CCA (Comités communistes pour l'autogestion), par ailleurs militants de la CFDT, ainsi qu'au local d'une organisation politique, les CCA...

« Rappelons que les militants interpellés et le CSLPC, auquel les CCA, parmi d'autres organisations, participent, ont pour objectifs : — d'informer sur la situation réelle en Corse...

— d'exiger le statut politique pour les trente-trois prisonniers nationalistes corses (huit d'entre eux sont emprisonnés à Lyon), statut que la droite concédait et que la gauche réclamait pour les prisonniers corses avant mai 1981.

« Cette rafle et cette perquisition au local d'une organisation politique, premières du genre depuis mai 1981, constituent de graves atteintes à la liberté d'expression et d'opinion, contre lesquelles les organisations soussignées protestent énergiquement...

Le CSLPC (Collectif de soutien à la lutte du peuple corse)
Les CCA (Comités communistes pour l'autogestion)
L'AMR (Alliance marxiste révolutionnaire)
L'IEO (Institut d'études occitanes)
La LCR (Ligue communiste révolutionnaire)
Les Verts (Confédération parti écologiste)

appellent « l'ensemble des organisations démocratiques à s'associer à leur protestation et à manifester, par delà les différences d'appréciation sur la question corse, leur solidarité avec les organisations et militants visés par l'intervention de la police, ce jeudi 4 octobre 1984 ».

Un immigré en moins ne fait jamais un emploi de plus

**Pas un immigré chassé
Pas un ouvrier licencié**

SOLIDARITE



A bas l'austérité
Unité dans les luttes

Ligue communiste révolutionnaire

Le budget de Fabius, c'est la guerre contre l'emploi et les salaires

**PAS UN CHOMEUR
DE PLUS !**

**PAS UN SOU
DE MOINS !**



A bas l'austérité
Unité dans les luttes

Ligue communiste révolutionnaire

**VIVE LE
NICARAGUA
LIBRE**

USA hors d'Amérique centrale

LCR

LA SEMAINE PROCHAINE

Supplément spécial

**NICARAGUA :
UNE REVOLUTION
EN MARCHE**

LA REPONSE AUX MENSONGES DES MEDIAS

PASSEZ VOS COMMANDES

ABONNEMENT A DOMICILE		FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	Nom
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F		Prénom
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F			Adresse
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F		Formule choisie
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F		Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F		
Abonnements par avion : nous consulter				

Rouge

- Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
- Directeur de publication : Christian Lamotte
- Commission paritaire 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

FONCTIONNAIRES

Pour une grève générale

Face aux attaques du gouvernement sur les salaires, confrontées au mécontentement des fonctionnaires, les fédérations de fonctionnaires ont été contraintes d'appeler le même jour, le 25 octobre, à la grève. Mais ce 25 octobre n'est pas pour elles une grève générale unitaire, seule capable de faire céder le gouvernement. La division règne derrière les convergences apparentes. Leur attitude revient à faire du 25 octobre une « 24 heures » sans lendemain.

Le 25 octobre, six fédérations de fonctionnaires, dont la CGT, la FEN, FO et les Autonomes appellent le même jour à des actions différentes.

L'intransigeance de Le Garrec, ministre des fonctionnaires, l'accumulation des pertes salariales ont eu raison des savants calculs en masse annuelle qui visaient à masquer la chute du pouvoir d'achat des employés de l'Etat.

La vérité nue de l'attaque gouvernementale et l'empressement de Gattaz, patron du CNPF à la soutenir contraignent les fédérations syndicales à réagir.

D'autant qu'elles passent, à juste titre, pour avoir soutenu l'Union de la gauche sous Mauroy au détriment des revendications de leurs adhérents et des salariés en général.

Chez les fonctionnaires, l'exaspération règne à l'égard de ces attaques contre leurs traitements, mêlée à une sourde inquiétude face aux premières suppressions d'emplois (5 400) prévues au budget Fabius de 1985.

L'accueil du 25 octobre a été contradictoire parmi les salariés. L'hésitation à faire grève pour une « 24 heures sans lendemain » se mêle au sentiment que ce 25 octobre est, malgré tout, le moins qu'on pouvait faire.

Généralement la méfiance domine, avec l'envie d'aller jusqu'au bout, de gagner, parce qu'une nouvelle baisse des salaires touche cette fois à l'essentiel du pouvoir d'achat. Le Garrec, en déclarant comme Raymond Barre jadis qu'il ne réouvrirait pas de négociations pour 1984, quelle que soit l'ampleur des cortèges, provoque une certaine radicalisation.

Il faut une grève générale

De telles réactions appellent clairement une grève générale de la fonction publique. Cette exigence est à adresser aux fédérations de fonctionnaires qui ont les moyens dès maintenant d'organiser ce tous ensemble. Les fédérations peuvent passer immédiatement un pacte d'unité d'action, sur une plate-forme simple : rattrapage intégral des pertes, maintien de l'indexation des salaires, progression du pouvoir d'achat.

Sur cette base, elles ont les moyens de lancer un ultimatum à Le Garrec et au gouvernement : « Cédez sur les salaires, ou nous nous engageons à mettre en œuvre une mobilisation générale telle que vous serez contraints de céder. »

Sur cette base, les fédérations peuvent préparer et soumettre aux fonctionnaires un plan de mobilisation, préparant la grève générale reconduc-

tible, et une montée nationale à Paris de tous les fonctionnaires et employés du secteur public.

Elles doivent s'engager à ne pas reprendre les négociations tant que le contentieux des années précédentes n'est pas réglé. Voilà les tâches des fédérations de fonctionnaires.



Pour les différentes fédérations de fonctionnaires, le 25 octobre n'est pas une grève générale. C'est une « 24 heures » bâclée, dans la division... comme le 8 mars dernier.

Une telle attitude ne donnerait pas toutes garanties pour gagner. Mais elle engagerait une épreuve de force qui changerait totalement le climat social et constituerait un encouragement extraordinaire aux luttes.

Qui peut penser que, devant une telle détermination, Le Garrec et Fabius ne réfléchiraient pas à deux fois avant d'imposer leurs mesures à l'encontre des fonctionnaires ?

Pas de nouveau 8 mars !

Le chemin emprunté par les fédérations de fonctionnaires est loin d'être celui du tous ensemble. Si elles appellent le même jour, il s'agit de subtiles « convergences parallèles » qui masquent mal une division maintenue. Pour elles, le 25 octobre n'est pas une grève générale. C'est une journée de 24 heures, bâclée, dans la division.

Où sont les appels unitaires, les tracts communs ? L'idée de cortèges de rues, le 25 octobre, sépare les fédérations. Elles menacent de regrouper leurs troupes chacune dans leur coin !

FO veut rassembler ses militants devant le siège de ses unions départementales. Pour elle, le 25 est d'abord l'objet... de la défense de la politique contractuelle plutôt que l'affirmation centrale des revendications salariales. Si elle appelle à 48 heures de grève, c'est pour apparaître à bon compte comme la plus combative, dans la perspective des élections enseignant du 3 décembre.

La CGT se déclare prête à l'unité, mais la veut à quatre partenaires au moins ! Elle rejette dès lors l'unité CGT, CFDT, FEN comme insuffisante. Cette démarche laisse à penser qu'elle veut contourner et isoler la FEN, en rompant la formule unitaire traditionnelle, CGT-CFDT-FEN.

L'union des fédérations de fonctionnaires CFDT (UFFA) se contente de laisser libres ses organisations de

limitant son appel à une demi-journée le 25 octobre.

Le 25 ne prend donc pas la tournure du nécessaire tous ensemble. Cette journée apparaît comme un champ de manœuvre aux différentes fédérations.

Exiger le tous ensemble

La tâche de l'heure est d'exiger des fédérations qu'elles organisent des cortèges de rue unitaires le 25 octobre.

Dans la préparation du 25 octobre, chaque initiative, politique et syndicale, chaque réunion d'information, doit être l'occasion de faire surgir l'exigence du tous ensemble, de la grève générale, adressée aux directions des fédérations de fonctionnaires. C'est la même exigence qui doit traverser les manifestations du 25.

prendre position sur l'action. Elle se contente de lancer une fausse querelle sur la priorité aux bas salaires, conçue comme opposée à la défense du pouvoir d'achat de la majorité des fonctionnaires.

Quant à la FEN, dans l'œil du cyclone, prise en tenaille entre les manœuvres de FO à son encontre (voir page 4 et 5) et celles de la CGT visant à concurrencer FO, elle renonce à se battre pour une réelle mobilisation,

Il faut contraindre ces fédérations à l'unité et à l'action le 25 et au-delà du 25, à une lutte prolongée pour gagner sur les salaires.

Construire un mouvement général, unitaire, massif pour faire céder le gouvernement, tel est l'objectif. Henri Krasucki, le 5 septembre, envisageait de faire descendre deux millions de travailleurs dans la rue. Cette perspective demeure entièrement valide.

Jean Lantier

A PARAÎTRE

Une brochure de la LCR (10 francs)

Battre l'austérité

Affirmer une gauche anticapitaliste

Passez vos commandes



FONCTIONNAIRES

L'unité d'action, c'est possible

Après des années de division, malgré les réactions des travailleurs, malgré les efforts unitaires de nombreux militants, recréer une dynamique d'action d'ensemble est difficile. Quelques exemples, cependant, prouvent que c'est effectivement possible.

A Lyon, la décision est prise : une manifestation commune CGT, CFDT, FEN aura lieu, à 10 h. Des appels séparés, car les priorités définies ne sont pas les mêmes, mais une volonté ferme de peser ensemble.

A Marseille, devant les difficultés de rendre crédible l'action du 25 octobre, les appels à 24 heures ne sont pas généralisés ; dans beaucoup de secteurs, ils seront limités à une demi-journée, ou moins. Cependant, un rassemblement commun aura lieu, à 10 h : la CFDT a décidé d'appeler au même endroit que la CGT. Quelques sections FO manifestent l'intention de s'y joindre.

A Paris, où les décisions finales ne sont pas encore prises, de nombreux syndicats CFDT se sont exprimés pour une manifestation unitaire.

A Saint-Brieuc, les choses sont plus compliquées. Le 25 octobre, était d'ores et déjà prévue une manifesta-

tion pour l'emploi : à l'appel de toutes les organisations, CGT, CFDT, FEN, FO, CFTC, CGC. Elle aura lieu à 10 h. Quant aux syndicats de fonctionnaires, ils se réuniront avant et se joindront ensuite à l'action pour l'emploi. A noter que, pour ce rassemblement des salariés de la fonction publique, la division est maintenue : CGT et FEN se réunissent ensemble tandis que la CFDT réunit ses propres militants à part.

A Lille, la manifestation des fonctionnaires sera unitaire : la CFDT a décidé d'appeler à l'initiative prévue par la CGT, la FEN et les autonomes.

L'exemple de Nantes et Saint-Nazaire

Le syndicat Métaux et les retraités CFDT de Loire-Atlantique, depuis plusieurs mois, avaient proposé l'unité d'action à la CGT pour la

défense des revendications. L'union départementale CFDT avait fait de même, se heurtant à des refus avant les congés d'été.

A la rentrée, la situation a évolué : un tract commun CGT, CFDT et FEN a été distribué, « Agir pour l'emploi et le pouvoir d'achat ». Il s'agit, en fait, d'un accord départemental d'unité d'action.

En septembre, de même, les difficultés ont été levées en ce qui concerne les retraités : un rassemblement régional rassemblera les retraités des cinq départements des Pays de Loire, à Nantes, le 25 octobre. Malgré leurs divergences, la CGT, la CFDT et l'UNRPA appellent à protester contre les conséquences de la baisse des prélèvements obligatoires, pour le rattrapage du pouvoir d'achat de 1983 et 1984, pour leurs problèmes de couvertures de leurs frais médicaux, etc.

Sur l'emploi, l'unité s'est imposée, du moins à Saint-Nazaire : une manifestation commune a, il y a quelques jours, été décidée pour le 24 octobre.

En ce qui concerne les fonctionnaires, enfin, des contacts unitaires CGT, CFDT, FEN, auxquels FO avait, pour une fois, tenu à se joindre, ont eu lieu le 17 octobre et ont abouti : le 25 octobre, les fonctionnaires seront appelés à manifester ensemble.

Pierre Rème

FEN

Grandes manoeuvres pour une scission ?

Informez, encore et toujours sur les faits et leur enjeu. Refuser la politique de l'autruche et l'attentisme. Tout mettre sur la table. Parce que la division n'a pas encore gagné. Parce qu'elle sera battue si l'unité devient l'affaire de tous. Cette semaine, Rouge fait le point. Notre numéro du 2 novembre s'efforcera ensuite de répondre à quelques questions : d'où viennent les forces qui poussent à l'éclatement ? Pourquoi la dynamique de scission peut-elle être brisée ? Comment sauver l'unité de la FEN ? Dans quel sens transformer le syndicalisme enseignant ?

Dans les salles de profs, on découvre l'affaire : la FEN, syndicat unitaire et hégémonique dans le milieu enseignant, est menacée d'éclatement. La nouvelle fait l'effet d'une bombe.

Le 3 décembre prochain, 700 000 personnels de l'Education nationale vont élire leurs représentants aux commissions paritaires. C'est le tremplin qu'a choisi le bureau confédéral de Force ouvrière, pour faire une percée parmi les enseignants : FO tentera de rééditer son succès de l'an dernier parmi les enseignants du supérieur, avec 35,8 % des voix. Pour atteindre l'objectif, la confédération sort la grosse artillerie. Au comité confédéral national de juin dernier, André Bergeron lançait un « appel solennel » aux enseignants. « Aux novateurs de tout poil, aux faux laïques qui détruisent ce qu'ils font semblant d'adorer, nous disons ça suffit. Il va falloir se battre. Mais Force ouvrière n'a pas l'habitude de faire les choses à moitié. »

Dès la rentrée, les unions départementales FO commencent à arroser les écoles de tracts. Du 22 au 25 novembre se tiendra à Paris le XV^e congrès confédéral. A une semaine des élections professionnelles, avec à l'ordre du jour : l'adoption d'un document consistant sur l'école. Le samedi 1^{er} décembre, le PCI (Parti communiste internationaliste) organise une manifestation nationale pour l'école publique, sous couvert de la fédération des Cercles de défense laïque. Entre-temps les quelques membres du PCI restés à la FEN tentent de lui porter un dernier coup en

constituant des listes de tendance pour les prochaines consultations syndicales internes dans la FEN.

Le dispositif est en place

Tout un dispositif est donc en place, appuyé sur un gros appareil, celui de FO, et sur un petit, celui du PCI, pour battre la FEN, le 3 décembre. L'intention de nuire est claire.

D'autres que FO voudraient casser la FEN, sans en avoir les moyens. Au début de l'année, le SNALC, Syndicat autonome des lycées et collèges, fédérait quelques groupuscules syndicaux pour lancer la CSEN, Confédération syndicale de l'Education nationale, présentée comme une anti-FEN. Depuis, la CSEN a monté un « comité de liaison » avec les enseignants de la CGC. Le temps presse de ce côté-là, car FO mord sur la même base que les autonomes.

Le SNPC (principaux de collège) vient de basculer pour Bergeron, après quelques hésitations. Le dénommé Bonin, dirigeant national du SNALC a opté pour FO. Dans l'académie de Reims, la tête de liste FO, le 3 décembre, est un transfuge du SNALC. Et dans le supérieur, FO a largement tiré ses voix de la droite enseignante. La concurrence risque fort d'amener la CGC à se mêler d'enseignement plus sérieusement.



● ● ●
Du côté de la CFDT, le péché est déjà consommé. Des enseignants écoeurés par la timidité de la FEN, en 1968 et après, avaient pris au pied de la lettre le langage très gauche de la direction d'alors. Ils pensaient aussi trouver dans la confédération un lien avec la classe ouvrière. Aujourd'hui, leur déception est double. Et, chose impensable il y a cinq ans, on assiste à des passages du SGEN vers la FEN.

Les conséquences du 3 décembre

Si l'initiative de FO risque d'avoir de fortes conséquences, c'est donc du côté de la FEN, et de ses rapports avec la CGT. Retour au calendrier. Février 1985 : congrès national de la FEN à Lille. Mars : le SNES, deuxième syndicat de la FEN dirigé par « Unité et Action » (tendance animée par des communistes) tient son congrès. Mars, c'est aussi le tour du SNETP-CGT, seul syndicat CGT d'enseignants, cantonné aux LEP ; son congrès initialement prévu pour la fin de cette année a été reporté. Pour quelles raisons ?

Quant à la FERC-CGT, Fédération de l'enseignement, de la recherche et de la culture, qui regroupe, outre les profs de LEP, un syndicat d'agents, elle tiendra ses assises en juin 1985. Un peu avant le congrès du SNI-FEN... Arrêtons là l'éphéméride : mais retenons que les occasions ne manqueront pas, d'ici l'été, aux dirigeants syndicaux d'utiliser les tribunes de congrès pour tirer les leçons du 3 décembre.

Car le fond de l'affaire est là : si FO réussit son pari, la CGT n'en tirera-t-elle pas prétexte pour ouvrir ses portes à tous les enseignants ? La tentation ne date pas d'aujourd'hui. Le débat sur la syndicalisation des enseignants à la CGT était monté très haut en 1979 et 1980, aux heures chaudes de la division de la gauche. Un comité confédéral national y avait con-



sacré ses travaux en janvier 1980, sanctionnant une discussion écrite dans les colonnes du *Peuple*, mensuel de la confédération.

Le statu quo fut finalement maintenu, pour la raison que Georges Ségué avait livré, dès décembre 1978, au 40^e congrès confédéral de Grenoble : « Il faut bien comprendre que les enseignants sont extrêmement attachés — et à juste titre — à l'unité dans leur organisation, y compris la plupart de ceux qui désirent un rapprochement avec les centrales ouvrières, et avec la CGT en particulier. » Et, le 10 mai 1981, ressoudant les deux principaux partis

de gauche, accordait du même coup un répit à la FEN. Les ministres communistes partis du gouvernement, et l'offensive de FO engagée, la question de l'implantation de la CGT dans l'enseignement sera-t-elle à nouveau posée ?

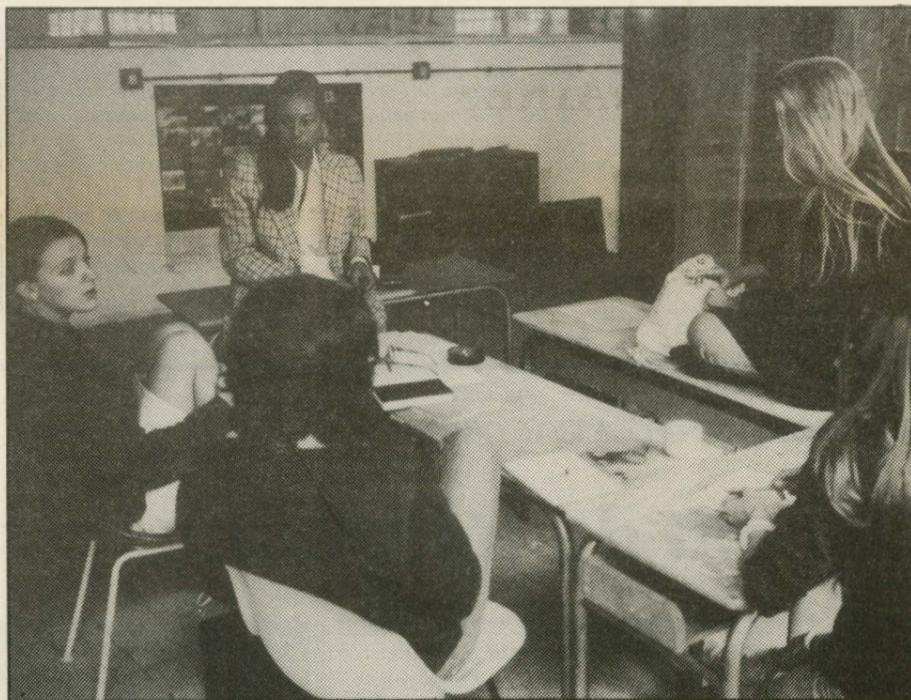
regroupement de forces. Cela suffira-t-il à la retenir de suivre les traces de FO ?

Un récent épisode ne laisse pas d'inquiéter. Du côté du PS, on fait état d'une réunion de l'UGFF-CGT. Sa dirigeante y aurait déclaré avoir décidé de la date de la grève salariale des fonctionnaires, le 25 octobre, en commun avec FO et par-dessus la FEN, qui, il est vrai, manifestait peu d'empressement. Etonnant également, la parution de trois interviews dans *l'Humanité* du 14 octobre où André Giacque de FO côtoie Jean-Paul Roux de la FEN et Thérèse Hirsberg de la CGT...

Un débat dans « Unité et action »

En réalité, la CGT peut ouvrir ses portes : elle ne pourra guère gagner d'adhérents sans le ralliement de la tendance « Unité et action », qui dirige le SNES, une trentaine de sections FEN départementales, et représente environ 30 % du SNI. Il en coûterait sûrement très cher à UA de rejoindre la CGT : si l'appareil syndical de ce courant devait suivre, il n'en serait pas de même d'un grand nombre d'enseignants qui font sa base.

Nul doute d'ailleurs, que le débat traverse les responsables de UA. S'ils font tous assaut d'unité aujourd'hui, l'avenir les interpelle : faut-il préparer la sortie, et répondre à la scission par la scission ? Ou faut-il, en échange du maintien dans la FEN, discuter avec la direction fédérale d'une redistribution interne des pouvoirs ? Ce dernier terme de l'alternative tourne autour d'un enjeu : les PEGC, professeurs de collège, doivent-ils rester syndiqués avec les instituteurs au SNI (dirigé par UID), ou



Elle l'est déjà, naturellement, dans les instances dirigeantes du PCF. *Le Matin* fait état d'une réunion de responsables enseignants communistes. La riposte des syndicalistes communistes à une poussée de FO serait la constitution d'un véritable syndicat CGT de l'enseignement, à l'image du SGEN-CFDT, et à la différence de la FEN dont les adhérents sont cloisonnés en quarante-neuf syndicats nationaux, selon leur métier.

Scénario contre scénario

A cet effet le SNETP pourrait se dissoudre dans la FERC à son congrès de mars. Le scénario est assez précis pour que la direction de la FEN, du courant « Unité, indépendance, démocratie » (UID), ait déjà préparé sa défense. Elle répondrait au débauchage de FO, puis de la CGT, par la constitution d'une grande fédération de fonctionnaires, incluant la FEN maintenue, la FASP (la Fédération autonome de la police), le SNUDI (des impôts) et quelques autres. La nouvelle super-fédération pourrait alors contester les positions de FO dans de nouveaux secteurs, comme celui des employés communaux.

La CGT de la fonction publique aurait quelque peu à craindre du poids d'un tel

doivent-ils rejoindre les autres professeurs de collèges et lycées au SNES (UA) ? La minorité fédérale UA fait valoir que le « grand syndicat du second degré » unifierait les personnels des lycées et collèges ; elle en escompte naturellement un renforcement de son poids dans la FEN.

Déjà écartée plusieurs fois par UID, cette restructuration interne pourrait être négociée pour de bon si UID en avait les moyens. Mais la majorité socialisante de la FEN craint fort qu'une partie de son appareil ne soit progressivement phagocyté par FO. Amputé, le courant UID n'aurait pas grand-chose à proposer à UA.

On en est là. Le temps des grandes manœuvres a commencé. Une confédération, FO, a délibérément choisi la voie de la scission. Une autre la CGT, pourrait lui emboîter le pas. C'est le dernier bastion de l'unité syndicale qui volerait en éclats. La concurrence syndicale précéderait et accélérerait l'introduction de la concurrence dans le service public. Où l'on retrouve les effets différés de la trahison laïque...

Enquête de Nicolas Jeanson

Rouge a publié : « Le 3 décembre, votez contre la division », déclaration du comité central de la CGT, Numéro 1130 du 17

L'unité peut être sauvée

Qu'est-ce qui fait courir FO ? André Bergeron a répondu récemment à cette question : « Maintenant, nous pouvons atteindre l'objectif que nous nous étions fixés lors des heures difficiles, mais exaltantes, de décembre 1947 : reprendre la place qui, historiquement, nous revient, c'est-à-dire la première. »

Un syndicaliste qui « s'exalte » au souvenir d'une scission confédérale n'est guère regardant sur les moyens. Le renforcement de FO exige donc de parachever la grande division de 1947, à laquelle les enseignants avaient échappé en constituant la FEN autonome et unitaire.

Si la simple unité d'action est présentée comme un « piège » dans la presse de FO, a fortiori l'unité organique est-elle un crime ! Emmanuel Le Roy Ladurie s'expliquait ainsi au *Matin* sur son adhésion à FO : « La scission de 1947 était fondamentalement antitotalitaire, or, à partir du moment où deux grands syndicats de la FEN (SNES et SNESup) sont à direction communiste, on doit réfléchir et critiquer. »

Que Force ouvrière mette à profit une conjoncture propice, et qu'elle exploite les propres faiblesses de la FEN, cela relève de l'évidence. Mais, il n'y a pas de circonstances atténuantes pour les diviseurs.

Il n'y a pas de contrepartie positive à la scission du syndicalisme unitaire.

D'abord, parce que celle-ci affaiblirait l'ensemble des travailleurs de l'enseignement. Elle en dégoûterait plus d'un, et pour longtemps, du syndicalisme et de l'action collective. Ensuite, parce que l'éclatement syndical faciliterait l'éclatement du service public lui-même, voulu par tant de forces convergentes. Enfin, parce que si l'orientation de la FEN doit être combattue, ce n'est pas pour la remplacer par celle de Bergeron, Krasucki ou Maire.

L'unité syndicale dans la FEN peut être sauvée : les personnels de l'Education nationale y tiennent. Qu'ils s'organisent pour le dire. La première des tâches est donc d'expliquer la réalité et son enjeu. C'est ce que nous faisons cette semaine.

La deuxième, dans le temps, est de tout faire pour un vote massif contre la division le 3 décembre. La troisième, qui n'attend pas, est de réaffirmer, section par section, département par département, la défense inconditionnelle de l'unité dans la FEN par tous ses courants de pensée : c'est maintenant qu'une déclaration des responsables syndicaux connus des adhérents aura valeur d'engagement pour l'avenir.

La quatrième tâche est, dans la FEN comme ailleurs, à l'occasion des élections et congrès qui viennent, de rassembler les forces pour un syndicalisme indépendant, démocratique et d'action.

FEMMES

Le sexe du chômage

Fait exceptionnel, le chômage atteint sensiblement moins les femmes que les hommes, en Ile-de-France. Pourtant beaucoup d'entre elles rencontrent des difficultés croissantes : déqualification et discriminations sexistes accrues sur le marché du travail.

Malgré la crise, les femmes demeurent massivement présentes sur le marché de l'emploi. Cette affirmation appelle pourtant une question complémentaire : à quel prix ?

Une enquête sur l'emploi et le chômage des femmes en Ile-de-France, publiée dans l'AFI, début octobre, donne des éléments intéressants. La région parisienne est une des régions les plus « féminisées », les femmes y représentent 52,9 % de la population active, pour 44,8 % dans la France entière, en 1983 (selon une étude du COREDIF, 1984). Et si, fait exceptionnel, le chômage les atteint sensiblement moins que les hommes, beaucoup d'entre elles rencontrent des difficultés croissantes face au marché de l'emploi, difficultés en rapport direct avec leur sexe

et leur situation familiale.

Ainsi en est-il dans les secteurs du commerce et du secrétariat où la fonction de « représentation » des femmes est recherchée. « Quand vous entrez dans une boutique, tout de suite, c'est ce qu'on vous dit : on recherche plus jeune... A quarante-sept ans s'entendre répondre qu'on est déjà trop vieille pour travailler... c'est dur », explique Hélène P. de Montreuil. Le témoignage de cette femme illustre le processus de déqualification résultant à la fois de l'augmentation du chômage et du fait tout simplement d'être une femme. « Formée sur le tas, j'ai commencé à travailler en usine à l'âge de quatorze ans. Puis, à la suite d'un déménagement, je suis entrée comme vendeuse chez Radar. J'y suis restée dix ans, devenant bientôt

chef de rayon. » Elle se retrouve pour la première fois au chômage en 1979. Parce qu'elle ne trouve aucun emploi dans le commerce près de chez elle, elle accepte, après six mois sans travail, un poste de femme de ménage dans une entreprise d'édition qui fait faillite deux ans plus tard. Licenciée économique depuis 1981, Hélène P. arrive en fin de droits (environ 1 200 F par mois) au cours de l'été 1984. « Passer de chef de rayon à femme de ménage, c'est dur... mais retourner en usine, vous ne pouvez pas savoir ! A tout prendre, trouver des ménages, mais chez quelqu'un, j'aimerais bien. »

Pour les plus jeunes, les moins de vingt-cinq ans, la situation n'est pas meilleure. Elles constituent une part importante des chômeuses de longue durée. « Bien qu'à âge égal, leur niveau de formation soit plus important que celui des chômeurs, elles sont plus vulnérables au chômage que les garçons et subissent davantage la tendance générale à la dévalorisation des diplômes. » Ayant du mal à trouver un premier emploi correspondant à leur qualification (sténo-dactylo ou

aide-comptable) elles n'arriveront jamais par la suite à remonter le « handicap » de cette déqualification au départ.

Autre problème, celui des distances, qui pèse lourdement sur la vie des femmes compte-tenu de la double journée de travail. En région parisienne, les femmes travaillent très fréquemment hors de leur commune. C'est le cas de 67 % des femmes de moins de trente-cinq ans ayant au moins un enfant. « J'ai fait mes calculs », explique Véronique N. employée commerciale, trente-huit ans, mère de trois enfants, au chômage depuis plus d'un an. « Entre les transports, la nourriture à midi, les difficultés avec la nourrice si je suis en retard, ce n'est pas rentable même en gagnant davantage que le SMIC. »

Quand ce ne sont pas les employeurs qui de plus en plus « s'octroient directement le droit de poser des questions systématiques et indiscrètes sur la vie privée des femmes à la recherche d'un emploi », selon les propos mêmes d'un prospecteur-placier d'une ANPE de la région !

Sonia Folloni

Ensemble, il est temps vraiment !

Creusot-Loire, la navale, Renault, Thomson, CIT-Alcatel : les luttes traversent les branches industrielles. Et de la Bretagne au Var en passant par la Bourgogne, la Manche ou les Bouches-du-Rhône, les mobilisations locales et les journées villes mortes parcourent les régions. L'évidence s'impose — sauf pour qui détourne obstinément les yeux : la coordination des batailles pour l'emploi en ficherait un sacré coup au patronat et au gouvernement, qui mènent de concert leur politique de démantèlement.

Vireux Molhain (Ardennes), 25 septembre, les commerçants ont fermé leurs rideaux, les écoles sont closes, en solidarité avec trois sidérurgistes de la Chiers emprisonnés pour « faits de lutte ». Mardi 9 octobre, Fumel à Agen, les débrayages sont massifs à Pont-à-Mousson, comme dans les autres entreprises, les travailleurs manifestent dans l'unité, en dépit d'une volonté marquée du PS de mettre une sourdine à l'occasion de la visite de François Mitterrand dans la région. Vendredi 12 octobre à Lannion (Bretagne), 10 000 personnes défilent dans les rues. Du jamais vu ! Les travailleurs de la

CIT côtoient ceux de Thomson, d'ITT, des délégations sont venues de Guingamp, Quimper... Une nouvelle manifestation régionale est appelée à Saint-Brieuc le 25 octobre par les unions départementales CGT, CFDT, CGT, FO, FEN, CGC. Le même jour, à Toulon, les travailleurs des chantiers de La Seyne, manifesteront aussi, aux côtés des fonctionnaires. Et lundi 15 octobre, les TGV étaient à nouveau bloqués en Bourgogne par les travailleurs en lutte au Creusot.

Qu'attendent fédérations et confédérations pour organiser dans l'unité dans les branches et les régions la conjugaison des forces qui luttent aujourd'hui séparément pour leur droit au travail ?

N'est-il pas temps pour chacun dans son entreprise, son syndicat, de prendre l'initiative pour tisser la toile de l'information, de l'action commune, afin que tous ceux qui luttent, frappent ensemble ?

Car chaque plan de licenciement qui passe, gonfle les rangs des chômeurs, frappe les femmes au premier rang (voir ci-dessous) et les jeunes, formés ou pas (page ci-contre).

Il est temps, vraiment !

M. M.

THOMSON, CIT-ALCATEL, CGCT

Le coût du téléphone

Un an après, les travailleurs paient la note de l'accord passé entre la CGE et Thomson, avec la bénédiction du gouvernement : plus de 5 000 licenciements.

On connaît bien François Mitterrand à la CIT-Alcatel Cherbourg (Compagnie industrielle des télécommunications, filiale de la CGE). Il se félicitait, lors d'une visite surprise en décembre 1982, de l'application de la semaine de 35 heures dans l'entreprise, permettant de sauver quatre cents emplois, contrat de solidarité à la clé. « La preuve est faite, concluait-il, que l'on peut allier une haute performance industrielle et le progrès social. »

La direction de la CIT-Alcatel annonce, depuis septembre 1984, trois cents suppressions d'emplois « définitives » à Cherbourg, trois mille dans l'ensemble du groupe. La CIT est la branche de la CGE qui doit intégrer la filiale téléphone du groupe Thomson, séparée de son usine d'origine

par l'accord de 1982 entre les deux groupes (voir encadré). Pour greffer le tout, on élague des deux côtés. Thomson annonce mille cinq cents suppressions de postes, non sans problèmes. Car depuis deux semaines, la direction se défile devant les centaines de travailleurs accompagnant en délégations massives à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la CGC leurs délégués au comité central d'entreprise convoqués pour s'entendre notifier la sentence.

Le « petit » troisième de la téléphonie, la CGCT (ex-filiale d'ITT nationalisée en 1982), coïncé entre Thomson et la CIT-Alcatel est logé à la même enseigne : 960 suppressions de postes au programme. Au total dans les trois groupes, plus de cinq mille licenciements en



tout, qui constituent au moins cinq mille démentis à la condition posée par le gouvernement, (paraît-il)

lors de la signature de l'accord Thomson-CGE, « la garantie de l'emploi ».

Dans ces trois entreprises

nationalisées, « l'autonomie de gestion », chère au gouvernement, consiste à laisser les P-DG faire ce qui leur était expressément interdit ! Quant au mythe de la formation aux moyens de production modernes, il prend au passage une allure de

fantôme : dans les branches d'avant-garde, les licenciements existent aussi et aussi fort ! Alors ? Les travailleurs des trois groupes ont toutes les raisons de refuser les trois plans de licenciements.

Michel Morel

Les amitiés présidentielles

« Le pari de l'avenir », c'est ainsi que la lettre quotidienne *PS Aujourd'hui* baptisait le 22 septembre 1983 l'accord passé entre Thomson et CGE rectifiant les frontières des activités des deux groupes. Le secteur télécommunication de Thomson passait à la CGE, celle-ci lui cédait en retour quelques productions électroménagères dont la CEPEM (cuisinière Sauter et Thermor). L'opération sera achevée en 1987, après cinq ans d'observation des résultats financiers et l'apport de centaines de millions de francs de crédits publics. Le 21 septembre 1983, le commentaire du journal patronal *les Echos* ne manquait pas de sel. Résumons-le en quelques mots : Paul Richard, patron de Thomson sous le

gouvernement Pompidou, était un pote du président de la République, il eut donc toute facilité pour « entrer dans les télécommunications » et concurrencer la CGE. Ambroise Roux, patron de la CGE, n'« avait pas les faveurs de Giscard » (trop chiraquien !). L'Elysée favorisait donc Thomson dans le téléphone laissant « une place restreinte à la CGE dans les faveurs des PTT ». Retournement de situation en mai 1981 : Georges Pébereau, P-DG de la CGE est « devenu l'industriel préféré de François Mitterrand. Il a tout chambardé. » Avec la complicité de l'Elysée, « la CGE est en train de devenir le plus grand électronicien de France, rendant la monnaie de sa pièce à Thomson une bonne décennie après. »

CHOMAGE DES JEUNES

Une politique bidon... sauf pour les patrons

A grand renfort de médias, Laurent Fabius a lancé un défi bien imprudent à son propre gouvernement : que tous les moins de 21 ans bénéficient en 1985 soit d'un emploi soit d'une formation. Pour atteindre un tel objectif, il ne faut pas reprendre des recettes qui ont déjà fait faillite. Ce dossier a été réalisé par Lydia Gaelle et Nicolas Jeanson.

La vérité en chiffres

L'ANPE recensait fin août 1984, 921 803 chômeurs de moins de 25 ans, soit 41,1 % du nombre total de demandeurs d'emploi inscrits. Un jeune sur quatre (24,7 % de la tranche d'âge des 16-24 ans) est au chômage en 1984. Le taux de chômage des jeunes est donc presque trois fois supérieur au taux global de la population active totale.

A ce chiffre, il faut ajouter les 827 802 jeunes (selon

un calcul d'Alain Lebaube établi à partir des travaux de l'INSEE — le Monde du 21 août 1984) qui, en 1983, « vivaient un emploi précaire ou diminué » : jeunes apprentis, intérimaires, travailleurs sous contrats à durée déterminée, etc.

Ce sera donc entre 1,7 million et 1,8 million de jeunes qui n'ont pas « d'insertion professionnelle », plus de la moitié des moins de 25 ans en France.

La faute à la formation ?

Pas un jour ne passe sans que les médias et le gouvernement ne fassent écho à cette idée : avec une formation meilleure, les jeunes trouveraient un emploi. Qui se plaindrait qu'on améliore la formation ? Mais affirmer que de là sortiront des emplois pour les jeunes, relève du mensonge pur et simple.

1. C'est banal, mais de bon sens : ce n'est pas l'école qui crée ou détruit les emplois mais les entreprises... Admettons cependant que les entreprises ne créent pas d'emplois, faute de trouver la main-d'œuvre qu'elles cherchent. Regardons alors les offres d'emplois non satisfaites : elles étaient, fin août 1984, de 77 982, un chiffre à comparer aux 921 308 jeunes chômeurs, et aux 2 450 137 chômeurs de tous âges. Les offres non satisfaites ne représentent

que 8,5 % des demandes d'emploi des moins de 25 ans. Même à supposer qu'une amélioration de la formation de ces derniers leur ouvrirait la porte de l'emploi, il resterait encore 91,5 % d'entre eux à embaucher.

2. Le chômage des jeunes a considérablement augmenté en raison même de la crise et non d'un dérèglement soudain et inexplicable du système de formation. Si la formation des jeunes était vraiment en cause, on devrait remarquer de la part des patrons un phénomène de « fuite » devant la main-d'œuvre juvénile. Or, la part des jeunes dans les embauches réalisées par les entreprises est restée stable (autour de 11 % à 12 %) entre 1973 et 1980.

3. Enfin, pendant la même période où le taux de chômage des jeunes était multiplié par quatre (de 4,5 % en 1974 à 17,4 % en 1981), la qualification globale de la jeunesse s'élevait d'abord parce que la proportion d'élèves poursuivant des études au-delà a augmenté (de 70 % à 80 % environ) ; ensuite parce que, sur les 750 000 à 800 000 jeunes qui quittent chaque année le système de formation, la part des jeunes sans diplôme est passée d'un tiers en 1973 à environ un quart aujourd'hui. Autrement dit, le chômage des jeunes augmente en même temps que

le niveau de leur formation. 4. Alors, pourquoi le chômage des jeunes ? Le total des recrutements effectués par les entreprises est passé de 4 330 000 en 1973 à 3 386 000 en 1980 : cela s'appelle la crise capitaliste.

Il est logique que les jeunes à la recherche d'un premier emploi soient les premières victimes de la diminution de la création d'emplois, et depuis deux ans, de la diminution nette du nombre d'emplois.

Quelle efficacité ?

1. Les TUC (travaux d'utilité collective) sont la seule mesure nouvelle du gouvernement : ils concerneront entre 10 000 et 75 000 jeunes ; cette dernière hypothèse est tellement haute que personne n'ose la formuler officiellement... Et les au-

tre origine que la crise, ne peut être combattu que par une politique anticrise globale.

3. Alors, à quoi servent tous ces « Pacte pour l'emploi », et autres « Plan avenir-jeunesse » ? A calmer la douleur, sans éradiquer la tu-



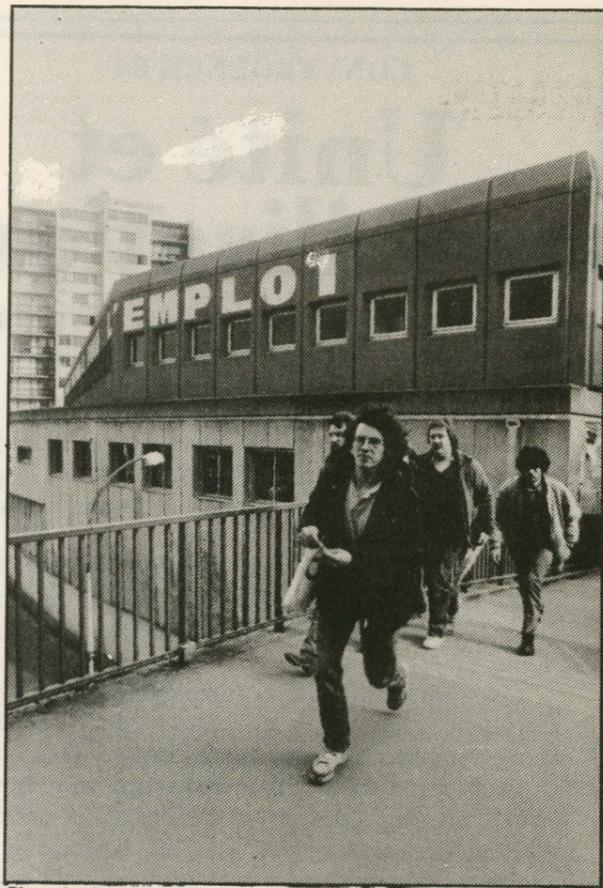
L'ambition du gouvernement ? Parquer les jeunes chômeurs.

tres, les « out of TUC » ?

2. Pour le reste, c'est-à-dire les diverses formules de « stages » et « contrats », le bilan des plans passés est explicite. L'impact des politiques de formation sur l'emploi des jeunes est évalué par le ministère de l'Emploi pour 1983 à une diminution de 39 000 chômeurs. Dont 37 000 grâce au retour dans l'Education nationale, et 2 000 grâce aux stages « 16-18 ans » ; l'efficacité des stages « 18-21 ans » étant égale à ... zéro. Fabius bluffe quand il prétend, avec le même aplomb que Barre ou Mauroy, donner une formation ou un emploi à 750 000 jeunes. Sa politique est condamnée à échouer parce qu'elle prétend résoudre le chômage des jeunes par des mesures spéciales pour les jeunes : or, celui-ci n'ayant pas d'au-

meur, pour poursuivre la métaphore de Fabius : « Le chômage des jeunes, c'est un cancer. Il faut tout faire pour s'en débarrasser. » Comme le note l'OCDE, « Ces programmes n'améliorent qu'accidentellement les perspectives d'emploi de leurs bénéficiaires et ont rarement pour effet de réduire le taux de chômage. » Leur objet est dorénavant « de créer, après la scolarité obligatoire, une période d'attente de quelques années ». Ou encore : « Ils n'ont pas ouvert une nouvelle voie d'accès à l'âge adulte, mais plutôt créé dans la société un espace, un enclos protégé. »

Comment parquer les jeunes chômeurs et leur occuper les mains ? Le gouvernement n'a plus d'autre ambition. Là comme ailleurs.



Plus de la moitié des moins de 25 ans n'ont pas d'insertion professionnelle.

Des Tuc en toc

Michel Delebarre, ministre de l'Emploi, déclarait à propos des jeunes : « Il faut soit leur proposer une formation soit leur proposer un emploi d'intérêt général, d'utilité sociale, etc. Peu importe le vocabulaire (...) La pire des choses, c'est l'inactivité. »

D'où la trouvaille des TUC (travaux d'utilité collective) : « Il s'agit de proposer aux jeunes chômeurs de moins de 21 ans, des TUC tels que l'assistance aux personnes âgées, la protection de l'environnement, l'aide aux familles ou les services post-scolaires. » (Liaisons sociales)

Les jeunes « tucistes » travailleraient vingt heures par semaine pour un demi-salaire pendant six à douze mois. Comme pour les stages de formation, aucune embauche en fin de TUC n'est garantie et il est même précisé qu'il n'existe « aucune contrainte d'embauche en fin de période d'activité » ! Après un TUC, on peut toujours faire un autre TUC !

Le gouvernement suédois expérimente depuis plu-

sieurs mois le système des TUC. Premier bilan : officiellement, il n'existe plus de chômeurs de moins de 21 ans... ils sont tous « occupés ». Mais pendant ce temps, non seulement ils n'ont plus les moyens de chercher un emploi durable mais en plus les services de l'emploi renoncent à leur proposer un emploi stable.

Le gouvernement Fabius tente avant les élections de 1986 de faire disparaître ce flot de jeunes chômeurs qui encombrant l'ANPE. Occuper coûte que coûte, les jeunes car les concentrations dans les cités sont un facteur d'explosion qui inquiète.

On est bien loin des déclarations de Mitterrand candidat à la présidence qui, répondant à une lettre ouverte de la Jeunesse ouvrière et chrétienne, promettait « la limitation du travail intérimaire au strict nécessaire » et « la suppression du contrat de travail à durée déterminée et des autres formes diverses de précarité » !

Merci pour les patrons

1. L'Etat prend en charge le financement des heures de formation et les charges sociales des « stagiaires » qui fournissent un travail sous-payé à l'entreprise. 2. Depuis le 1^{er} avril dernier, le nouveau régime d'indemnisation du chômage n'accorde plus au jeune demandeur d'un premier emploi que 40 francs par jour contre un minimum de 40 % du SMIC auparavant. 3. Le demi-salaire versé aux « tucistes » sera financé, pour 1 200 F par l'Etat et pour 500 F par l'employeur (municipalité, associations...) en argent ou en na-

ture. Il n'en coûte pas un centime aux patrons.

4. Le gouvernement accorde une nouvelle grâce au patronat, la réduction de 0,1 % de la masse salariale affectée à la taxe d'apprentissage et de 0,2 % affectée à la participation à la formation continue.

5. L'ébauche d'esquisse d'une mouture de projet de loi réformant la taxe d'apprentissage (que les patrons versent à l'école de leur choix, c'est-à-dire aux écoles privées en priorité) est définitivement abandonnée par le gouvernement.

Si vous ne nous croyez pas, lisez-les :

L'entrée des jeunes dans la vie active. *Données sociales 1984. Formation-Emploi.* Revue du CEREP n° 7 juillet-septembre 1984. Dossier *Emploi formation* du CEREP pour les travaux du IX^e Plan. Les études et le travail vus par les jeunes. OCDE 1983.

Unité et mobilisation

Réussir la mobilisation autour de « Convergence 1984 » (*Rouge* du 14 octobre), c'est possible et c'est indispensable.

Pour le moment, le mouvement est plutôt bien parti. Dans la plupart des villes étapes et surtout dans celles d'où les groupes vont démarrer, des collectifs se sont déjà mis en place et préparent activement la mobilisation.

Au niveau national, le soutien de la FASTI, du MRAP, de la CIMADE, des associations immigrées du CAIF, de la LCR, du PCML, de la LOR est déjà acquis.

Cet anniversaire de la formidable « marche des beurs » du 3 décembre doit être autre chose qu'un simple remake. Bien des choses ont en effet bougé.

Dans le mauvais sens tout d'abord, avec le score de Le Pen aux élections européennes, la poursuite des attentats racistes dans les cités, l'offensive pour le retour au pays après les licenciements massifs d'OS immigrés et les récentes mesures du gouvernement.

Mais aussi dans le bon, avec le maintien d'un réseau antiraciste dans la plupart des villes qui se sont mobilisées pour la marche, véritable début de lien permanent entre militants, associations, organisations, entre Français et immigrés, notamment autour des jeunes beurs.

Toute cette expérience permet aujourd'hui de relancer la mobilisation autour de « Convergence 1984 ». Cette unité, plus solidement forgée, peut à nouveau émerger avec force durant ces deux mois.

« Convergence 1984 » doit être l'occasion d'aller plus loin que la marche de l'an dernier et de mobiliser en profondeur.

● Autour de l'exigence de l'égalité, non seulement dans les déclarations mais surtout d'abord dans les actes : égalité face à l'emploi, au logement, à l'école, à la formation et égalité face à la vie, égalité enfin sur les droits politiques et notamment le droit de vote.

● Autour de la lutte permanente contre le racisme, de la construction quotidienne d'un rapport de forces face à l'extrême droite. Au-delà de la marche, l'unité réalisée doit se poursuivre dans l'affirmation d'une coalition permanente contre le racisme.

Hélène Viken

Le gouvernement a interdit purement et simplement le regroupement familial. Pourtant mener une vie familiale normale est un droit essentiel.



Lors des mesures du Conseil des ministres du 31 août 1983, les associations s'étaient divisées sur l'appréciation politique de l'évolution du gouvernement en matière d'immigration : la FASTI condamnait la chasse aux clandestins, mais le MRAP approuvait dans les grandes lignes le double projet répression-insertion. Aujourd'hui l'unanimité se ferait plutôt contre : la garantie du regroupement familial n'était-elle pas l'une des plus fortes traditions de la gauche pour donner à l'immigration un statut autre que la simple force de travail ?

● La FASTI : « La FASTI est indignée des mesures adoptées lors du Conseil des ministres du 10 octobre contre les immigrés, notamment l'atteinte portée au droit de vivre en famille. (...) »

La FASTI pense que l'application d'une telle mesure, qui est un obstacle à l'insertion des immigrés, va entraîner des conflits sociaux graves.

La FASTI s'opposera par tous les moyens à l'expulsion des femmes et des enfants

d'immigrés et à la séparation des familles. Elle est sûre que les syndicats et les associations familiales réagiront de même. »

● Le MRAP : « Le gouvernement nous a toujours habitués à une politique à deux volets : d'un côté l'insertion, de l'autre, l'action contre les clandestins (...) Mais là pour la première fois, le déséquilibre est manifeste, le plus gros du plan penche vers la répression. On peut reconnaître naturellement à un pays le droit de maîtriser ses flux migratoires mais pas admettre que cela se fasse en violation des droits fondamentaux de l'homme. »

● Le GISTI critique le fait que plupart des promesses en terme d'insertion n'ont jamais été tenues : « On nous parle de nouvelles mesures d'insertion, mais comment y croire sérieusement ? »

● L'ATT (Association des travailleurs turcs) « considère que ces nouvelles mesures sont très graves (...) Dans leur majorité, elles favorisent le racisme et cèdent à la campagne haineuse de la droite et de l'extrême droite (...) »

● L'AMF (Association des Marocains en France) dénonce également cette mesure tout en soulignant que les deux gouvernements y trouvent leur compte : « Chez nous, l'envoi de l'argent des immigrés à leur famille est la première source d'entrée de devises. S'ils font venir leur famille, ils n'envoient plus rien et le gouvernement est furieux. »

● La Ligue des droits de l'homme proteste contre les nouvelles mesures concernant le regroupement familial des immigrés. (...) Elle rappelle à cet égard que la possibilité pour toute personne régulièrement installée en France de mener une vie familiale normale est un droit qui trouve son fondement dans les principes de la Constitution et des accords internationaux et a été rappelé par le Conseil d'Etat.

La nouvelle restriction apportée à ce droit rend d'autant plus inacceptable les refus de plus en plus souvent opposés aux demandes d'autorisation préalable alors même que les conditions réglementaires sont remplies. (...) »

Le Conseil des ministres du 10 octobre vient d'adopter une série de mesures anti-immigrés dans un climat de montée du racisme. La plus spectaculaire est sans doute l'arrêt brutal du regroupement familial. Mais au-delà, se profile peu à peu un arsenal complet digne des heures les plus répressives de la droite.

« La possibilité pour toute personne installée en France, de mener une vie familiale normale est un droit essentiel confirmé par le Conseil d'Etat. Il trouve son fondement dans les principes de la Constitution et des accords internationaux », disait Georgina Dufoix au Conseil des ministres du 31 juillet 1983.

L'arrêt du regroupement familial

Le Conseil des ministres du 10 octobre, sur proposition de Georgina Dufoix, vient pourtant d'interdire purement et simplement le regroupement familial. Il renie ainsi une fois de plus toutes ses belles déclarations, et surtout, il désigne encore une fois les immigrés comme responsables du désordre, de l'insécurité et du chômage.

Qui croira, aujourd'hui, aux précautions de langage de l'argumentation gouvernementale ? En effet, d'après celui-ci, l'immigration actuelle met en péril l'insertion des immigrés déjà installés et favorise la montée du racisme. Mais la totalité des mesures prises ce 10 octobre donnent

une priorité absolue à la répression contre les immigrés.

Le Pen et le Front national ont beau jeu de se réjouir que « même les socialistes finissent par leur donner raison en s'attaquant, eux aussi, à l'immigration » Fabius ne disait-il pas récemment que l'extrême droite posait de vrais problèmes ?...

On est bien loin des tentatives du premier secrétaire d'Etat du septennat qui avait essayé de s'attaquer à l'argumentation de Le Pen en publiant une brochure restée clandestine. Cette brochure démontrait au contraire que l'extrême droite accumulait un tissu de mensonges dans son argumentation et créait de toutes pièces des problèmes qui n'existaient pas.

Les dernières décisions du Conseil des ministres sont très graves : en pleine montée de Le Pen et du racisme, elles font la preuve une fois de plus, que la gauche préfère la démagogie sécuritaire et la répression contre ceux qui ne votent pas, quitte à renforcer par son action la xénophobie et ses conséquences dans notre pays.

Il n'y a pas si longtemps en-

core, la gauche reprochait à ses prédécesseurs d'avoir utilisé l'immigration comme simple main-d'œuvre, ne lui permettant pas d'être là en tant qu'humain, avec sa famille. Que fait-elle d'autre aujourd'hui sinon s'attaquer à l'un des derniers remparts de l'immigré contre la précarité ?

Rappelons-nous simplement

que Stoléro qui a laissé aux travailleurs immigrés le souvenir imprévisible de la répression s'était déjà attaqué en 1977 au regroupement familial. A l'époque, le GISTI, la CFDT et la CGT avaient engagé un recours au Conseil d'Etat, celui-ci disparaissant à la mesure.

Il y a fort à parier que cette fois, il n'en sera pas de même...

Retour à la loi Bonnet ?

Les autres mesures d'accompagnement vont toutes dans le même sens : l'accentuation des dispositifs répressifs au nom de la chasse au clandestin, c'est-à-dire la poursuite et l'accentuation de la criminalisation de l'immigration, qui est la base de la montée du racisme.

● Renfort considérable de la Police de l'air et des frontières : 900 à 1000 fonctionnaires en plus.

La gauche a préféré la démagogie sécuritaire et la répression contre les immigrés quitte à renforcer le racisme et la xénophobie.



● Utilisation systématique du « dypique », c'est-à-dire d'une carte à deux volets permettant de fichier à la frontière tous les étrangers venant des pays d'immigration.

● La reconduite à la frontière sera assortie d'une interdiction de retour sur le territoire pour un délai qui n'est pas encore précisé.

● L'identité des immigrés expulsés pour irrégularité sera notée au fichier informatisé des personnes recherchées.

● Enfin, des crédits ont été dégagés pour construire treize centres de détention administrative destinés à retenir les immigrés en attente de moyens de transport vers leurs pays.

Doit-on ou peut-on encore se réjouir dans ce cadre que les querelles entre ministères n'aient pas fait aboutir à ce jour le projet qui traîne dans les couloirs du gouvernement et qui vise à

supprimer la « garantie juridique » des décisions de reconduite à la frontière pour la confier directement à la police ?

Depuis l'an dernier, cette garantie juridique avait pourtant déjà commencé à fondre sérieusement, en interdisant de fait la possibilité de faire appel d'une décision de tribunal ?

Si jamais le gouvernement franchissait un pas de plus en faisant sauter ce verrou, nous ne nous en étonnerions pas : c'est dans le droit fil du reste.

Nous rappellerons simplement aux socialistes, qu'ainsi ils auraient renoué au-delà de toute espérance avec l'esprit et la lettre de la loi Bonnet qu'ils abolirent pourtant avec pertes et fracas en arrivant au pouvoir. Mais un reniement de plus ou de moins, qui verra la différence ?

De pauvres mesures d'insertion

Bien sûr le gouvernement nous sert une nouvelle fois son argumentation sur la nécessité de garantir l'insertion des populations installées. Et il répète : logement, formation, scolarité... Mais rien n'a été fait à ce sujet depuis trois ans ! Qui peut croire encore à ces promesses alibi qui ne servent qu'à justifier le choix désormais clair de céder aux pressions de la droite et de l'extrême droite, à la démagogie la plus dangereuse, à l'amalgame de fait entre immigration, crise, chômage et insécurité... ?

D'ici la fin de sa législature, la gauche aura tourné à 180 degrés sur sa politique d'immigration et remis en place les lois Bonnet et Stoléro... Comme dit la FASTI : « Si la droite avait mis en œuvre de telles mesures, la gauche serait descendue dans la rue... Oui, mais... »

Hélène Viken

Immigrés: des mesures scélérates



Avec les mesures qu'il vient de prendre, le gouvernement s'est situé dans le droit chemin des lois Bonnet, Stoléro. Et pourtant, en 1978, la gauche était au coude à coude dans la rue contre ces lois...

La CIMADE: une fausse note ?

La CIMADE est la seule, parmi les associations liées à l'immigration, à se féliciter des mesures du Conseil des ministres du 10 octobre. Elle réaffirme que ces mesures « se situent bien dans la ligne de la politique gouvernementale depuis 1981 » à laquelle « la CIMADE tient à rappeler son soutien ».

Le seul bémol pour la CIMADE, c'est la garantie du logement demandée à l'immi-

gré pour le droit au regroupement familial : « La décision du gouvernement ne sera positive que dans la mesure où un gigantesque effort sera fait en faveur du logement social. »

Ces positions qui tranchent avec la condamnation unanime des autres associations ressemblent curieusement à l'autajustification du PS.

Dans un article intitulé « Vivre ensemble », sous la plume de Philippe Farine (PS au-

jourd'hui), on peut lire : « Les mesures du 10 octobre s'inscrivent dans la continuité de la politique poursuivie depuis 1981 : favoriser (...) l'insertion des immigrés se trouvant en France ; lutter contre l'immigration clandestine. »

Pourtant l'interprétation de la presse, des médias, des associations diverses (y compris celles de juristes comme le GISTI) est tout autre et elle se résume en un mot : répression.

Convergence 84 pour l'égalité

LES CINQ TRAJECTS

Coordination Nationale Convergence 84
85 bis, rue Menilmontant
75 020 PARIS
Tel : 366 34 64
C.C.P. 11 021 50 N. Paris
Chèque à l'ordre de Farida BELGHOUAL

Comité local de participation et d'accueil.

**Affirmer
une gauche
anticapitaliste**



Premières réactions

Dans notre dernier numéro, nous avons publié l'appel de la LCR : « Affirmer une gauche anticapitaliste ». Nous rendrons désormais régulièrement compte des réactions à cette initiative. Nous commençons cette semaine, par les organisations politiques, en donnant la parole à Pierre Bauby, du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) et en faisant le point des discussions avec les camarades de Lutte ouvrière.

**Une réponse
de Pierre Bauby**

L'appel du bureau politique de la LCR souligne la gravité de la situation, les dangers croissants qui existent pour tous les travailleurs, pour l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire.

Engagé dans la course à la compétitivité internationale et aux profits, le gouvernement poursuit et aggrave la politique d'austérité, les restructurations et le redéploiement du capital, sur le dos des travailleurs en France comme des peuples et pays du tiers monde. Une telle politique affaiblit et désarme les travailleurs, accroît leur désarroi et facilite ainsi les attaques d'une droite de plus en plus radicalisée.

Car la droite se renouvele sur la base des orientations inspirées de Reagan et de Thatcher. Dans ces conditions, sa victoire de 1986 entraînerait une aggravation brutale de la situation des travailleurs dans tous les

domaines, une régression sociale sans précédent, des coups décisifs portés à l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire.

Voilà qui interdit une identification pure et simple entre le gouvernement et la droite et qui détermine comment défendre, dans cette situation, les intérêts ouvriers et populaires.

Il faut œuvrer à l'action commune, même sur des objectifs partiels et limités, de l'ensemble des forces du mouvement ouvrier et po-

pulaire pour faire face à l'offensive de la droite et de l'extrême droite. Et, indissociablement, faire avancer la nécessité d'autres mesures, d'une autre politique, d'une autre manière de faire de la politique. Nombreux sont ceux qui, de manière dispersée aujourd'hui, cherchent et agissent pour faire émerger ces objectifs, manifestent des critiques à l'encontre des pratiques des partis traditionnels, mais aussi d'extrême gauche, à l'encontre de tel ou tel aspect ou de la globalité de leurs politiques. Il est urgent qu'ensemble ils confrontent leurs points de vue et expériences, qu'ils cherchent à mettre leur forces en commun, dans le respect de la diversité de leurs intérêts et aspirations. Une telle démarche interdit d'en fixer d'avance les objectifs, les bornes ou le débouché organisationnel. Elle implique aussi de rompre avec la politique partisane qui appelle « rassemblement » le gonflement derrière sa propre bannière. Le renouveau du mouvement ouvrier et populaire est à ce prix.

Pierre Bauby,
membre du secrétariat
politique du PCML

A la manifestation contre les extraditions, on peut reconnaître Pierre Bauby. Arlette Laguiller et Alain Krivine.



Nos propositions à Lutte Ouvrière

L'appel pour affirmer une gauche anticapitaliste s'adresse aussi aux organisations d'extrême gauche et notamment à nos camarades de Lutte ouvrière avec lesquels nous entretenons des rapports privilégiés. Nos directions se rencontrent régulièrement et depuis peu, des réunions locales ou d'entreprises entre militants se multiplient. Malgré les divergences subsistant entre nos organisations, nous nous efforçons d'agir ensemble, chaque fois que cela est possible, dans les luttes, dans les grèves, à l'occasion de manifestations (comme lors de l'extradition des Basques) et dans les élections.

Pour poursuivre le débat et resserrer nos liens, le bureau politique de la LCR vient d'envoyer, à la direction de LO, une lettre (qui sera publiée intégralement dans Critique communiste

du mois de novembre) qui contient quatre propositions principales.

1) Le souhait de voir se développer des rencontres régulières entre les deux organisations au niveau des entreprises. 2) La possibilité chaque fois qu'il existe un accord politique de sortir un matériel commun au niveau local comme au niveau national. 3) La poursuite du débat public entre les deux organisations sous forme par exemple d'une tribune insérée dans Critique communiste et dans Lutte de classe, formule qui semble plus adaptée à cette discussion que les quatre pages communes publiées l'an passé dans nos hebdomadaires respectifs. 4) L'organisation en commun d'une fête qui permettrait une apparition politique nationale en juin 1985.

Une réunion des deux di-

rections s'est tenue récemment pour examiner ces propositions et fait apparaître que sur de nombreux points un accord existe. Ainsi, d'ores et déjà, il est certain qu'une fête commune se tiendra au printemps.

Avec ces propositions, la LCR vise bien sûr à regrouper toutes les forces (dont LO est partie prenante) prêtes à offrir aux travailleurs une alternative à la politique du PC et du PS. Mais, de plus, elles ont pour but de rassembler, lentement mais sûrement, les conditions pour une unification des forces de nos deux organisations dans un même parti révolutionnaire. Cet objectif qui n'est pas encore réalisable tout de suite reste celui de la LCR.

G. V.

**Une polémique avec le maire
de Clermont-Ferrand**

Roger Quillot, sénateur maire de Clermont-Ferrand, ministre du premier gouvernement Mauroy déclarait récemment dans un journal local, *Sept Jours d'Auvergne* : « Un pays comme la France a toujours eu 5 % de fascistes de droite et 5 % de fascistes de gauche... Lorsque Le Pen est venu, j'ai donné une salle par principe, comme à tout parti autorisé. Ce jour-là quelques fascistes de gauche lui ont fait une excellente propagande. »

Il avait déjà renvoyé la LCR et le Front national dos à dos en les qualifiant d'« organisations de même nature », au lendemain de la manifestation anti-Le Pen, qui rassembla cinq mille personnes dans les rues de Clermont, lors de la campagne des élections européennes. Il avait même traité de voyous, sur les ondes de Radio-Puy-de-Dôme, certains manifestants. Cette déclaration fut l'occasion, pour une centaine de militants politiques et syndicaux de toutes les organisations de gauche, de protester dans une lettre ouverte.

La section locale de la LCR a décidé de s'expliquer publiquement avec monsieur Quillot sur le détail, la forme et les questions de fond.

D'abord, monsieur le maire est un piètre mathématicien. Il n'a sans doute pas remarqué que, dans la ville dont il est le premier notable, le FN n'a pas atteint 10 % des voix le 17 juin dernier ; c'est-à-dire un score inférieur à sa moyenne dans la plupart des grandes villes de France. Or si l'on considère les manifestants anti-Le Pen

comme ses meilleurs publicistes, le FN aurait dû tenir le haut du pavé électoral à Clermont. Cinq mille personnes ont, en effet, manifesté dans l'unité contre lui, mille cinq cents d'entre elles tenant particulièrement à défiler jusqu'au lieu où Le Pen devait vociférer.

Autre détail, monsieur Quillot n'a pas dû noter que lors de l'élection partielle qui vient de rouvrir la porte du Parlement à Giscard, Le Pen, venu soutenir son représentant local, J.-C. Waterlot, s'est tenu prudemment à l'écart de Clermont !

Il faudrait, selon monsieur Quillot, respecter le droit d'expression de tous. Mais qu'attend-il donc pour militer activement en faveur du droit de vote des immigrés ? Qu'a-t-il fait pour cela lorsqu'il siégeait au Conseil des ministres ?

Le Pen revendique la liberté du renard dans le poulailler. La liberté de guillotiner, de chasser les travailleurs immigrés ; le droit pour l'armée d'embriquer la jeunesse, d'instaurer le culte de Jeanne d'Arc et de l'église intégriste en latin dans les écoles ; toute liberté d'exploitation pour les patrons et l'interdiction du droit des femmes à disposer de leur corps... Nous ne confondons pas, nous, le droit d'expression et la liberté d'agression ! Devant cette offensive-là, on ne peut rester neutre, avec sa « morale » comme rempart. Constatons pour l'heure que monsieur le maire avait choisi d'être absent à la manifestation de Clermont malgré l'appel de son parti, tel un voyageur qui se met à

l'abri du mauvais temps.

Fascistes de droite ou de gauche, pour Quillot les extrêmes se touchent, et se rejoignent dans la violence. Le bon sens apparent voile le fond du problème. La violence pour les travailleurs, les masses laborieuses et leurs organisations est un recours contre l'exploitation qu'ils subissent. La violence révolutionnaire exclut et réprime les massacres de populations, les viols, les tortures. C'est la pratique courante aujourd'hui des Escadrons de la mort au Salvador — pour ne citer que ceux-là. Est-il besoin de rappeler le passé de monsieur Le Pen, en Algérie ? Il éveille régulièrement quelques soupçons dont nombre d'articles de presse se sont fait l'écho.

Contrairement à monsieur Quillot, nous savons pertinemment que si les fascistes sont un jour assez nombreux pour être sûrs de leur impunité, ils iront en bandes semer la terreur dans les quartiers immigrés et s'attaqueront à tout le mouvement ouvrier. Nous n'attendons pas cette situation les bras croisés.

Quel autre recours propose Quillot ? Les élections ? L'arrivée de la gauche au gouvernement n'a rien changé de ce point de vue ni au fond ni en surface. Salvador Allende l'a appris à ses dépens. Sa mort, pour courageuse qu'elle fut, ne peut faire oublier les cinquante mille autres qui l'ont suivie. Ce sont les principes du style de ceux qui diffuse Quillot qui mènent à ces massacres.

Correspondant



Solidarité avec les grévistes de la faim emprisonnés par le roi du Maroc : les JCR ont organisé un piquet de protestation, le 10 octobre dernier, à Paris.

INTERVIEW DE GEORGES MONTARON

«Reconstruire une union des forces populaires opposée à la politique du gouvernement»

Publier une longue interview de Georges Montaron dans Rouge, à nos vœux, s'imposait depuis quelques mois : l'analyse qu'il présente des quatre ans écoulés est d'un grand intérêt.

Le jugement du directeur de Témoignage chrétien traduit en même temps un engagement militant. Ce n'est pas pour rien que cet hebdomadaire est né dans la clandestinité du temps de l'Occupation : dans la Résistance, il était de ceux qui, comme il le dit lui-même « voulaient profiter de la situation pour passer de la Résistance à la révolution »...

● Vous avez milité pour l'Union de la gauche et aujourd'hui vous êtes très critique à l'égard du gouvernement Fabius.

Nous avons toujours été partisans de l'Union de la gauche parce qu'il nous semble que seule une union de la gauche peut permettre d'intégrer le Parti communiste dans le combat politique et peut éviter que le Parti socialiste ne dérive à droite comme il l'est dans sa nature. Il faut en effet associer au combat politique l'ensemble des forces syndicales et l'ensemble des groupes de moindre importance, des courants,

Les hommes et les femmes qui se sont abstenus aux européennes n'ont pas été déçus par le socialisme, mais par les communistes.

et en ce qui nous concerne le courant chrétien.

Parmi les chrétiens, la grande révolution à laquelle nous avons travaillé a été de faire évoluer ce monde chrétien, qui traditionnellement a été bloqué à droite. Ce fait est facile à constater : il suffit de regarder les cartes des élections en France depuis la moitié du XIX^e siècle et de regarder la carte de la pratique religieuse établie au CNRS pour constater que les régions les plus catholiques sont les régions qui traditionnellement votent à droite. Il y a toujours eu un blocage, une utilisation par la droite des votes catholiques. Pour toutes sortes de raisons.

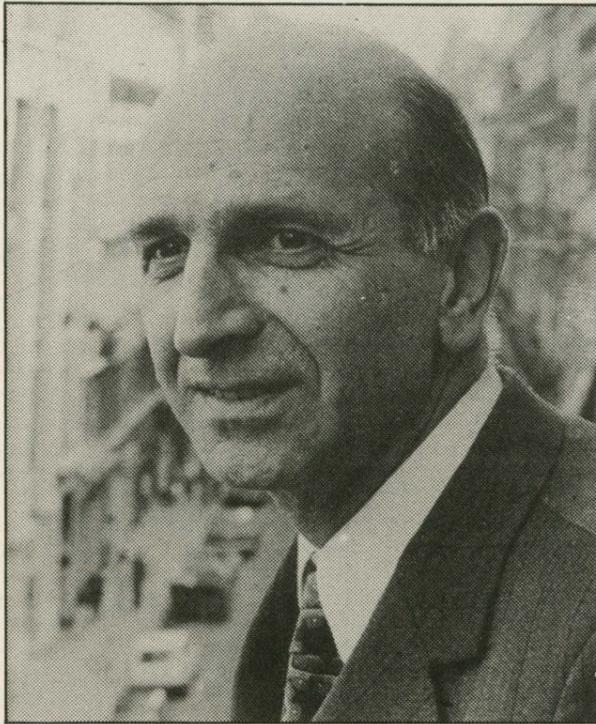
Il nous semblait que les catholiques qui votaient à droite le faisaient à partir d'exigences morales, de réflexes tenant à leur conditionnement et non pas à partir d'une analyse objective de la situation. Il n'était pas normal que des ouvriers, des petits paysans,

des employés catholiques se retrouvent avec les voix des possédants lors des élections. Il fallait donc absolument apprendre à ces chrétiens à se libérer des contraintes qui leur étaient imposées par la droite depuis des siècles.

Et nous y sommes arrivés, progressivement. Il y a, je crois, eu une petite révolution le jour où les grandes villes de l'Ouest — Angers, Nantes... — sont tombées à gauche. Cela était dû à un transfert de voix des chrétiens de la droite vers la gauche. Mais ces chrétiens ne pouvaient aller vers la gauche que dans la mesure où cette gauche exprimait une certaine espérance, un certain idéal, une volonté de transformation de la société. Et on ne pouvait pas le faire avec un Parti communiste stalinisé, avec un Parti socialiste qui n'était que la SFIO. Il fallait bénéficier d'un vaste courant ; et ce courant populaire, c'est l'Union de la gauche, qui permet de faire quelque chose de plus que les seules positions du PCF et du PS.

● C'était l'espoir !

Oui. Et aujourd'hui nous sommes profondément déçus. On est retombé dans les ornières du passé. On a un PC qui tend à se marginaliser. On a un PS moletisé, qui retrouve les vieilles défaillances qui furent celles de la SFIO. Et on retrouve un président de la République qui pendant un temps a été auréolé par l'Union de la gauche, homme de transformation de la société, pas « pour des lendemains qui chantent » mais pour « changer la vie » ce qui est à peu près la même chose... Et on retrouve un homme qui est pour le rassemblement de je ne sais pas quoi, en tous cas pas des forces populaires, un homme ratatiné à la dimension des groupes politiques. Quand on voit, par exemple, de quelle sympathie bénéficie le MRG, qui est pour nous quelque



Georges Montaron

chose d'inexistant ou largement dépassé...

On retrouve les vieilles ornières de la IV^e République, dans lesquelles se sont enfoncés le PC et la SFIO. C'est pourquoi aujourd'hui nous constatons l'échec de l'Union de la gauche, malgré cet échec, une union de la gauche à construire demeure la seule voie pour opérer des transformations dans le pays.

● Il vaudrait la peine de préciser ce que vous appelez une « union de la gauche à construire » puisque vous avez opposé, dans le bilan des élections européennes, l'espoir du socialisme à la politique du PC et du PS.

L'union de la gauche n'est pas faite uniquement

des militants des différentes organisations qui la constituent. Elle est faite également de l'apport d'hommes, de femmes de milieux populaires qui se reconnaissent dans cet idéal, et qui sont décidés à peser. Tous ces gens-là, hormis un certain nombre qui ont voté à droite, pour l'essentiel se sont abstenus : ils ont été déçus non pas par le socialisme mais par les socialistes, par les communistes. C'est absolument évident.

● On pourrait aussi juger que cet échec était contenu dans le projet même que s'étaient fixés le PC et le PS.

Je n'en sais rien. Pour moi, l'échec tient à un élément : une fois au pouvoir,

les deux partis ont estimé qu'il ne fallait pas mobiliser les forces populaires mais au contraire les tenir à l'écart des transformations qui étaient à réaliser. La grande faute des gouvernements qui se sont succédé depuis 1981 a été sans doute de ne pas mobiliser les forces populaires. Ils ont tout fait pour démobiliser. Une grande

Comme chrétien, je ne crois pas au miracle : mais comme homme politique, je crois au miracle : quand les forces populaires se manifestent, on arrive à des choses étonnantes.

« réussite » de ces gouvernements est d'avoir réussi à démobiliser les forces populaires dans tous les domaines : il y a moins d'adhérents à la CGT, moins à la CFDT... quand on veut faire une mobilisation pour la paix il y a moins de gens qui sont prêts à descendre dans la rue. Et au contraire, ce gouvernement a donné des raisons de se mobiliser aux forces réactionnaires. Il suffit de voir la manifestation de la droite à la Bastille pour l'enseignement privé ! Je trouve cela extraordinaire : en voulant travailler sans les forces populaires, en réussissant à les démobiliser, il a réussi par son action à favoriser la mobilisation de la droite. C'est ça l'échec de la gauche.

● A votre avis, cette majorité pouvait donc faire une autre politique. Alors que toute une série d'arguments ont été donnés, depuis les « données économiques » jusqu'au risque du « gou-lag »...

J'ai toujours considéré que l'un des éléments moteurs de la vie politique c'était quand, autour d'un programme, on arrive à mobiliser les masses. Comme chrétien, je ne crois pas au miracle ; mais comme homme politique je crois au miracle : quand les forces populaires se manifestent, on arrive à des choses étonnantes. La Résistance a su mobiliser des forces populaires. Le Front populaire, pendant un an, a su mobiliser des forces populaires.

Les hommes politiques les plus intelligents, les plus astucieux, ayant les programmes les plus scientifiquement établis sont incapables de réaliser quoi que ce soit s'ils ne sont pas capables en même temps de faire porter leur idéal par un véritable courant populaire.

● Vous pouvez préciser comment, selon vous, on pouvait mobiliser ?

Prenons différents aspects. La classe ouvrière, fallait-il qu'on lui donne les lois Auroux, par exemple, comme on donne un biberon à un bébé ? Il fallait que ces lois soient votées par le Parlement mais aussi voulues, secrétées par des manifestations, une mobilisation au sein des entreprises. Un autre exemple : la loi Savary. Je crois qu'elle permettait un certain progrès. Mais à aucun moment on n'a voulu mobiliser l'école laïque à ce sujet, les instituteurs, les professeurs, les élèves, les parents d'élèves, pour essayer de riposter aux attaques insensées de la droite et de l'école privée mais également pour apporter d'une manière positive ce qu'ils avaient à apporter à la construction d'une loi nouvelle ; pour dépasser la situation actuelle d'une école bureaucratique, centralisée.

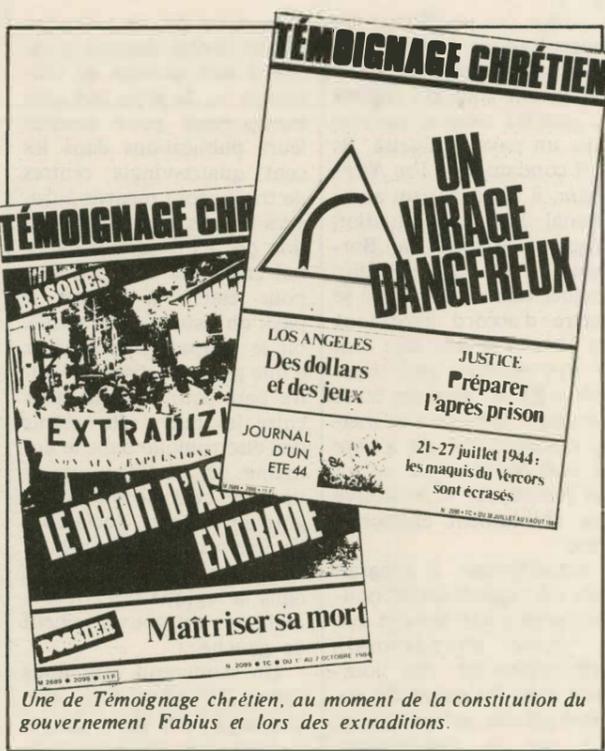
Je pense aussi au problème de la paix : on veut nous faire croire qu'on va régler le problème de la paix par des négociations diplomatiques. Mais celles-ci n'ont de valeur que si elles sont associées à des manifestations populaires, s'il y a dans la rue des gens qui manifestent pour la paix, contre les fusées SS-20 et contre les Pershing parce qu'ils proclament l'indépendance du pays. Or, ça, on a tout fait pour l'éviter.

Il y a une volonté systématique du pouvoir politique, avant le gouvernement Fabius même, pour éviter la mobilisation des forces de gauche. Et aujourd'hui on est dans une situation très difficile. Vous voyez Kravtchouk avec sa lanterne cherchant des troupes à mobiliser. Vous voyez Edmond Maire cherchant de tous les côtés, à droite et à gauche, quelques militants pour pouvoir les mobiliser. C'est logique : les masses sont abruties par la propagande officielle, qui leur fait croire qu'il n'y a pas d'autre solution...

● Au sujet de la mobilisation nécessaire, vous avez dit qu'il était nécessaire de combattre le racisme et l'extrême droite. Comment, selon vous ?

Le développement de l'extrême droite devait être combattu tout de suite. J'ai été de ceux qui ont signé une pétition pour inviter à manifester contre une réunion organisée par Le Pen à la place Balard. Il faut prendre cela très au sérieux.

Cependant, le développement de l'extrême droite



Une de Témoignage chrétien, au moment de la constitution du gouvernement Fabius et lors des extraditions.

Suite page 12

Suite de la page 11

n'est pas dû à l'intelligence politique de Le Pen mais au climat actuel de la vie politique. Si vous avez, à l'égard de l'opinion publique, une attitude paternaliste et si les gens constatent que ce pouvoir n'apporte pas tout ce qu'il promet, il est évident que certains se disent : « On va passer à l'action. » Quand vous partagez la vie politique seulement entre les grandes formations et que ces grandes formations ne satisfont pas, il est compréhensible qu'il y ait des gens qui sortent leur couteau. Il est évident

Il y a une volonté systématique du pouvoir politique, avant le gouvernement Fabius même, pour éviter la mobilisation des forces de gauche.

que la droite favorise le développement d'une extrême droite.

Le moyen de s'y opposer c'est de pratiquer une politique qui soit une véritable politique de gauche, et de mobiliser pour la mise en œuvre de cette politique l'ensemble des courants qui ont porté Mitterrand et les députés au pouvoir. Mais n'est-il pas trop tard ? Pour ma part, je pense que dans la conjoncture actuelle, il est trop tard. Comment revenir en arrière ? Faut-il une mobilisation des masses qui diront « Non ce n'est plus possible » ? Je n'écris pas l'avenir.

● Une mobilisation des masses contre la politique de ce gouvernement ?

C'est évident. On nous a dit, en 1981, que la gauche avait le temps avec elle. C'est faux, archi-faux. La preuve : aujourd'hui le même Mitterrand et le même Jospin disent qu'on ne peut plus faire de réformes, rien changer fondamentalement. On nous dit maintenant que cela aurait dû être fait dans les six premiers mois de la nouvelle majorité.

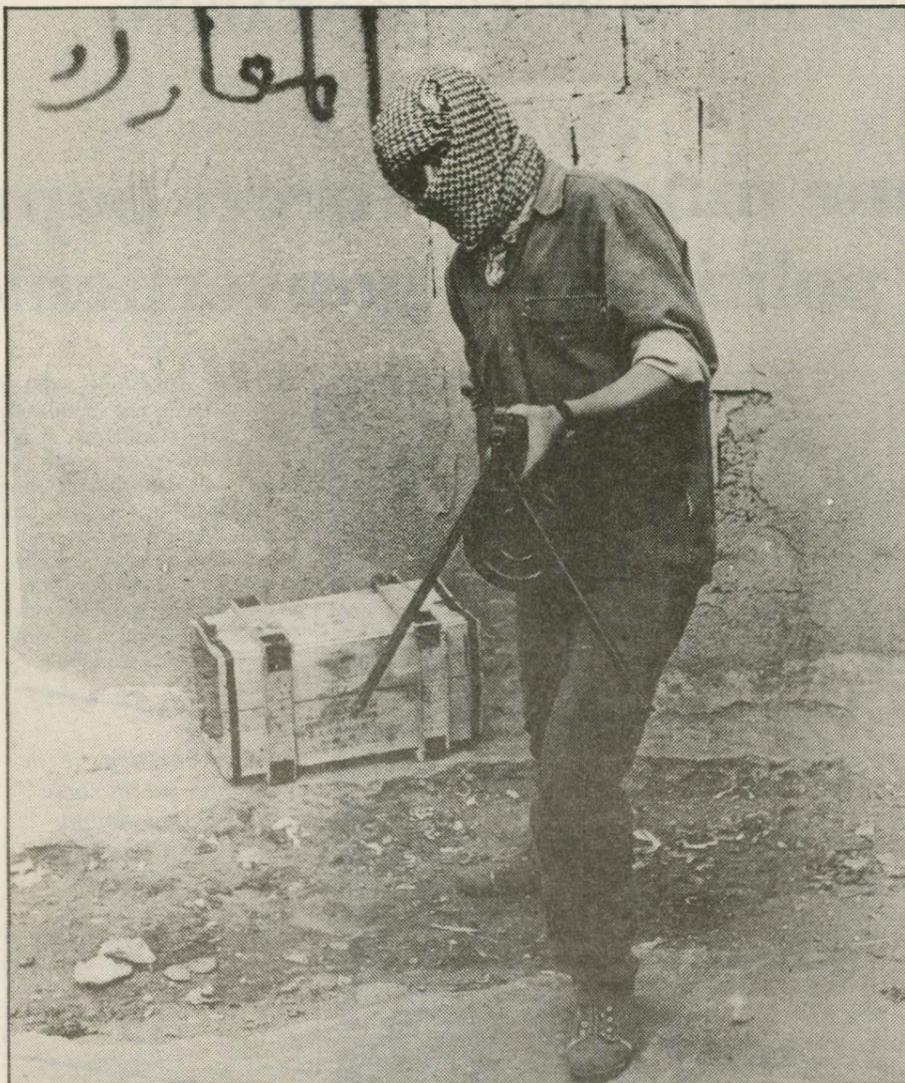
Et qu'il ne reste plus aujourd'hui qu'à « gérer », pour apparaître en 1986 comme les meilleurs gestionnaires. Ce qui est également faux.

● Que pensez-vous qu'il faille faire maintenant ?

Aujourd'hui, la seule solution est, sur un certain nombre de points précis, de travailler à la mobilisation des masses sous le signe de l'union de la gauche, de l'union des forces populaires telle que j'en parlais tout à l'heure. Il faut travailler à cette mobilisation, en dehors du pouvoir forcément et sans doute contre les projets du pouvoir.

● Pour quels objectifs ?

C'est ce dont il faut débattre. Le chômage mais aussi des objectifs économiques : nos gouvernements ne bougent pas d'un poil devant la montée du



« Le combat pour la cause palestinienne nous réunit. »



L'imprimerie de l'Aurore : « Il fallait s'en prendre aux concentrations. Pas seulement à Paris où règne Robert Hersant, mais en province où prolifèrent les concentrations. »

dollar. Ils ne protestent même pas. Ils pourraient prendre des mesures économiques... Rien. On laisse faire.

L'autre affaire, c'est le problème de la paix. Une autre encore, que je connais bien, celle de la presse. Pour y favoriser le pluralisme, il fallait une législation, aider les journaux qui existent et qui ont besoin d'être aidés, ceux qui n'ont pas de très grosses recettes publicitaires.

Il y a des systèmes. Dans des pays qui ne sont pas révolutionnaires, une partie du budget de la publicité est reversée à ces petits journaux. Il y a aussi la publicité d'Etat qui est là pour compenser... Il y a un certain nombre de systèmes. On n'a rien fait.

Il fallait s'en prendre aux concentrations. Pas seulement à Paris où règne Robert Hersant, mais aussi en

province où prolifèrent les concentrations. Les gens des Alpes-maritimes par exemple, vivent sous un régime du journal unique, comme dans un pays totalitaire. Ils sont condamnés à lire *Nice-Matin*, il n'y a pas un autre journal. La même situation existe à Rennes, à Bordeaux... Au lieu de faire craquer cela, on a préféré se mettre d'accord avec tous ces gens-là et leur dire « on ne s'en prendra qu'à Hersant ». Et, au moment où le Parlement arrivait à se mettre d'accord, on dit « cette loi anti-Hersant, on ne va pas l'appliquer ». Je trouve cela absolument extraordinaire.

Actuellement, il apparaît dans un rapport qu'un nouveau plan postal prévoit que la poste abandonnera l'acheminement des journaux entre les mains des sociétés privées, se contentant, elle, de la distribution.

Autrement dit, les journaux seront invités demain à recourir aux services de Calberson ou de je ne sais quel transporteur pour amener leurs publications dans les cent quatre-vingts centres de tri qui sont répartis à travers le pays. Cette privatisation des PTT, service national créé avec la république pour établir à travers le pays un tissu démocratique, on le coupe en deux pour d'une part privatiser et d'autre part pour s'abandonner entre les mains des géants de l'électronique dans le domaine des télécommunications. Et cela est fait par un gouvernement socialiste ! Que ce soit fait par un gouvernement de droite serait dans la logique des choses ; mais par un gouvernement de gauche...

On comprend que nous soyons nombreux à être non seulement déçus des socialistes mais décidés à com-

battre les projets insensés que veulent mettre en œuvre ces socialistes sur les plans économique, social, ou sur celui de la politique étrangère ou autres.

● Cela vaut aussi pour les directions syndicales à l'égard desquelles j'ai remarqué que votre hebdomadaire devient beaucoup plus critique depuis quelques temps.

Les dirigeants des organisations syndicales ont été les victimes de ce climat dans lequel nous vivons depuis quatre ans. Celles-ci auraient dû rester elles-mêmes, à savoir les représentantes authentiques des travailleurs et de leurs aspirations et non pas des instruments chargés d'expliquer telle ou telle politique, négociée ou pas négociée au plan des états-majors parisiens. Le syndicalisme n'est ni une force politique ni une force de participation. Il est essentiellement une force de contestation. S'il ne reste pas une force de contestation, il ne sera pas ce qu'il doit être : un instrument entre les mains des travailleurs pour s'opposer à tous les pouvoirs, les pouvoirs du patronat, de l'argent, mais aussi les pouvoirs politiques. Il faut non seulement une indépendance totale à l'égard du pouvoir politique mais un a priori de réserve à l'égard de ce pouvoir politique. Sinon on n'est pas un syndicat.

● Au terme de cette discussion, pouvez-vous essayer de définir quels terrains de rencontre peuvent exister entre vous et notre organisation ?

Nous ne sommes pas une organisation. Nous sommes un journal, qui réunit des chrétiens, des hommes et des femmes qui militent à gauche, insérés profondément dans les courants populaires et militants de la gauche. Un bon quart de nos lecteurs sont des enseignants et ils sont à 95 % dans l'enseignement public par exemple.

Ces chrétiens sont engagés dans toutes les organisations. Il y en a au PSU, au PS et dans tous les courants, spécialement chez les rocardiens et au CERES. Il y en a pas mal chez les maoïstes ; il y en a moins chez les mitterrandistes. Il y en a au PC, assez nombreux. Et il y en a dans diverses organisations d'extrême gauche

Le développement de l'extrême droite devait être combattu tout de suite. J'ai été de ceux qui ont signé une pétition pour inviter à manifester contre une réunion organisée par Le Pen à la place Balard.

avec lesquelles nous avons déjà eu l'occasion de travailler. Des meetings communs ont eu lieu dans la banlieue parisienne, à la fin de la guerre du Vietnam. Nous sommes là-dessus ouverts.

Bien sûr, il y a des choses

que nous ne comprenons pas. Par exemple, nous n'arrivons pas à comprendre la division du trotskysme.

Mais nous avons un certain nombre de points communs. Je me souviens de l'affaire du Secours rouge. Il avait deux objectifs, l'un avoué pleinement : il s'agissait de venir en aide aux victimes de violences policières, aux emprisonnés, etc. L'autre plus caché consistait à être l'instrument de substitution aux différents groupes d'extrême gauche qui avaient été

On nous a dit, en 1981, que la gauche avait le temps avec elle. C'est faux, archi-faux. (...)

La preuve : aujourd'hui, le même Mitterrand et le même Jospin disent qu'on ne peut plus faire de réformes, rien changer de fondamental. On nous dit maintenant que cela aurait dû être fait dans les six premiers mois de la nouvelle majorité.

frappés de mesures de dissolution. Le jour où Jean-Paul Sartre, Gisèle Halimi, Tillon, Davezie m'ont téléphoné, je n'ai pas hésité une seconde ; c'est même moi qui ai payé la location de la salle de la conférence de presse pour annoncer dans quelles conditions nous allions travailler ! Et j'ai été l'un des orateurs du meeting de la Mutualité qui à l'époque avait fait quelque bruit par le nombre, la qualité, la discipline, l'enthousiasme des gens.

On s'est aussi retrouvé sur un certain nombre de problèmes : je pense au combat pour l'Algérie nouvelle. Et aujourd'hui au combat qui nous réunit pour la cause palestinienne, contre le sionisme. Il est important pour nous de faire comprendre à l'opinion publique française la justesse du combat des Palestiniens et de faire comprendre aux juifs de France que leur intérêt, en tant que juifs français ou en tant que croyants appartenant au judaïsme, est de ne pas s'identifier au sionisme.

Nous avons donc eu un certain nombre de points de rencontre. Mais, n'étant pas une organisation, nous n'avons pas à signer d'accords : ni avec le PC ni avec le PS ni avec les différents courants trotskystes. Mais, dans la mesure où nous espérons une prise de conscience des masses populaires pour l'instauration d'un système économique et d'un régime nouveaux, il nous apparaît que le courant trotskyste apporte un certain nombre d'éléments, non seulement au plan de la militance mais aussi de la réflexion qui nous apparaissent comme des éléments positifs.

Propos recueillis par Pierre Rème

Le surarmement est aussi tricolore

Jamais ministre de la guerre n'avait aussi bien tenu son rôle de chef des ventes au service des marchands de canons. Quarante milliards d'exportations en six mois, c'est en effet le score record atteint durant le premier semestre 1984 par ce grand commis voyageur de l'industrie de la mort qui a pour nom Charles Hernu. Le gouvernement peut se féliciter de ce succès sur le front du « redressement » de l'économie de la France. Les travailleurs et la jeunesse de ce pays y verront une raison supplémentaire de combattre cette politique irresponsable qui ne peut mener qu'à la catastrophe.

Les ventes d'armes sont toujours un bon baromètre de l'influence néfaste du militarisme dans une société. Ceux qui nous gouvernent n'ont en vérité rien à envier aux va-t-en guerre qui sévissent à Londres ou à Washington. Les chiffres l'attestent. La France des marchands de canons, est, grâce à eux, plus prospère que jamais. Que l'on en juge : 29,1 milliards de francs d'exportations en 1983, plus de 40 milliards sur les six premiers mois de 1984, les 41,6 milliards de l'année 1982 réputée exceptionnelle, seront à coup sûr pulvérisés. Au palmarès des fauteurs de guerre, l'impérialisme français reste solidement installé sur la troisième marche du podium.

Les conséquences en chaîne de cette situation sont connues. Les profits des marchands de canons prospèrent sur la misère et la mort de centaines de milliers de victimes englouties chaque année dans des guerres locales fomentées par l'impérialisme et qui ont fait plus de dix millions de morts depuis 1945. Les classes dirigeantes des pays dominés s'endettent chaque jour davantage pour le malheur du plus grand nombre afin d'acquiescer cette quincaillerie mortelle que leur « offrent » leurs protecteurs. Quant aux peuples des métropoles impérialistes, ils doivent subir l'austérité qui va de pair avec cette politique de surarmement et de militarisation qui se renforce à l'échelle nationale comme au plan international.

Des ressources immenses, matérielles et humaines, sont ainsi gaspillées — 6 500 milliards de francs en 1983 dans le monde — au seul profit d'une poignée de requins qui détiennent les leviers de commande des industries de guerre dans chaque pays. La France n'échappe pas à la règle.

Ces chiffres sinistres tombent à point à quelques jours de la grande marche pour la paix du 28 octobre pour rappeler que la lutte pour le désarmement du camp impérialiste passe aussi — et d'abord — par l'exigence du désarmement unilatéral de la France. Il faut donc agir, avant qu'il ne soit trop tard, pour mettre un terme à cette politique désastreuse, contraire aux intérêts des travailleurs et des peuples qui la subissent. Notre engagement dans la lutte pour la paix en porte témoignage. Le 28 octobre sera l'occasion de le manifester sans ambiguïté.

Jean-Louis Michel



DE BONN A ROME

Les couleurs de l'automne pacifiste

Bien que coincées entre la vague de l'automne 1983 et les immenses mobilisations planifiées pour l'an prochain, aux Pays-Bas et en Belgique notamment, les mobilisations pour la paix de cet automne, sont significatives d'une évolution en profondeur du mouvement antiguerre européen.

L'an passé, les premiers déploiements des missiles Cruise et Pershing en Grande-Bretagne, en République fédérale allemande et en Italie avaient servi de détonateur à une vague sans précédent de mobilisations pour la paix à l'échelle de toute l'Europe. Cette année, le mouvement antiguerre est confronté à une situation bien différente. Les premiers missiles ont été déployés en dépit d'une opposition majoritaire des populations concernées, opposition que confirment les référendums autogérés et sondages.

Un débat important

Le débat s'est de nouveau ouvert dans les secteurs militants du mouvement, sur la stratégie à mettre en œuvre pour faire face au défi de l'OTAN. Tenté par la voie étroite de la « real politik », un courant, très minoritaire, propose de s'orienter vers la recherche de nouvelles alliances avec des forces conservatrices et bourgeoises, fut-ce au prix d'un renoncement à des éléments essentiels des plateformes d'action.

Ainsi en va-t-il des propositions visant à l'abandon de l'exigence d'un désarmement unilatéral au profit du mot d'ordre de gel des armements. Ainsi en va-t-il également du refus d'exiger clairement une rupture avec l'OTAN de crainte d'effrayer d'hypothétiques alliés. Ainsi en va-t-il encore du refus de certains courants de faire de la fermeture des bases et du retrait des troupes étrangères, une revendication centrale.

A l'opposé de ces thèses démobilisatrices, les gros « bataillons » du mouve-

ment pacifiste, à la base notamment, s'orientent d'instinct vers une radicalisation de leurs positions. Les initiatives de cet automne dans plusieurs pays en témoignent.

Les signes d'une radicalisation

Ce fut d'abord le cas de la vigoureuse campagne du mouvement allemand *Autumn Forge* de l'OTAN, marquée par un grand nombre d'initiatives visant à « rechercher le dialogue » avec les troupes par l'envoi sur le terrain de petits groupes de quinze à vingt campeurs pacifistes. La manifestation qui a clôturé cette première campagne d'automne a réuni près de 50 000 participants. Un beau succès si l'on considère la région concernée (le sud-est du pays) et le haut niveau d'engagement que suppose ce type d'activité. La manifestation de Bonn, le 20 octobre, sous la forme d'une chaîne de paix de 230 kilomètres entre Duisburg et la capitale fédérale, — 200 000 participants sont attendus — témoignera de la vigueur de la mobilisation. Le Mouvement de la paix français participera à cette initiative.

La solidarité avec l'Amérique centrale

La manifestation de Rome, le 27 octobre, à l'occasion de la réunion, dans la capitale italienne, des ministres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), elle, est clairement orientée contre tous les projets de défense européenne intégrée, sous l'égide ou non de l'OTAN.

De nombreuses délégations étrangères, dont celles de la LCR sont d'ailleurs attendues à Rome.

De plus, à quelques semaines des élections du 4 novembre, échéance décisive pour la survie d'un Nicaragua libre et en paix, le mouvement pacifiste se mobilise aussi en solidarité avec les révolutionnaires sandinistes. Le mouvement allemand entend mobiliser 100 000 personnes à Bonn le 3 novembre. Ailleurs, l'effet démultiplicateur des brigades de solidarité facilite l'expression d'une solidarité grandissante avec la révolution nicaraguayenne, princi-

pal rempart de la paix en Amérique centrale.

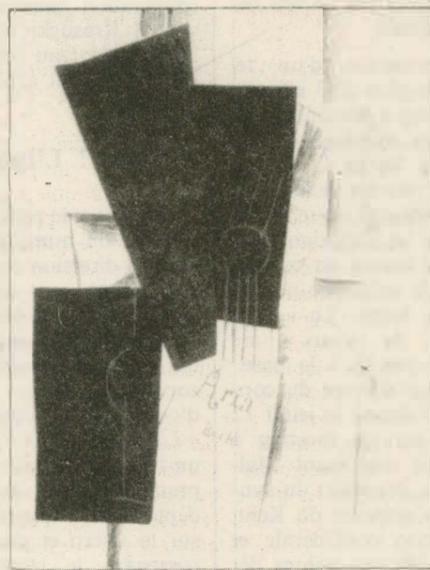
C'est de cette réalité nouvelle que le mouvement français a tout intérêt de s'inspirer, s'il veut prendre la place qui lui revient à l'échelle européenne. La manifestation du 28 octobre à l'initiative de l'« Appel des 100 », la campagne du Mouvement de la paix dans deux cents villes et — il faut le souhaiter — un début d'activité unitaire et permanente au lendemain de ces échéances devraient permettre d'avancer dans cette voie.

Jean-Louis Michel

Vient de paraître

Michel Leauenne

Marxisme et esthétique



Ce livre, au prix de vente de 61 francs est disponible à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis 75011. Vous pouvez aussi le commander à PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil.



La police montée charge quotidiennement les piquets de grève des mineurs.

GRANDE-BRETAGNE

«Il y a du sang sur le charbon»

Le convoi de la solidarité organisé par la CGT est parvenu à destination. La lutte des mineurs, dans son septième mois, mérite que l'on n'en reste pas là. Et pour cela, il faut que la combativité que salue la CGT ait aussi droit de cité en France.

La CGT n'avait pas organisé une telle campagne de solidarité internationale depuis fort longtemps. En deux semaines, des collectes sur les entreprises et les marchés, l'objectif confédéral de 600 tonnes de denrées alimentaires et de plusieurs millions de centimes s'est traduit par un résultat de 400 tonnes et 700 000 F. Le tout a formé un convoi de 22 camions escorté par plusieurs dizaines de voitures des militants des unions départementales.

L'organisation d'un tel convoi de plus de 3 kilomètres de long a démontré à de nombreux militants et responsables de la CGT que l'un des verrous de la situation politique actuelle est bien que les directions fassent leur travail en organisant ici la solidarité ou ailleurs les luttes. Le « Tout dépend de vous » ne s'adresse pas qu'à la base.

Le coup d'envoi du convoi a été donné le jeudi 12 octobre par un meeting à Montreuil réunissant Malcolm Pitt, président du syndicat des mineurs du Kent, la direction confédérale et les délégués des unions départementales. Le convoi atteignait Lens le lendemain dans la soirée. L'accueil fut particulièrement chaleureux et nombreux étaient les vieux travailleurs qui saluaient poing levé le cortège.

L'embarquement à Calais, le samedi 14, Malcolm

Pitt, répétait ce qu'il déclarait au meeting de Montreuil : « Une victoire d'une partie des travailleurs, c'est une victoire de tous les travailleurs du monde ! » Ce ton internationaliste contrastait avec tous les drapeaux, français et britanniques et bousculait le chauvinisme et le « Produisons français ». Celui-ci fut transformé, pour l'occasion, en « produisez chez vous, dans vos pays, voilà la coopération internationale » par H. Krasucki et J. Galland, du bureau confédéral. Le slogan était à côté de la plaque.

« L'Inter ! L'Inter ! »

A preuve, le petit incident à la fin du meeting de Calais. La direction confédérale a essayé, sans succès, de faire entonner la Marseillaise. Face aux quelques uns qui suivaient timidement la consigne, plusieurs groupes d'ouvriers réclamaient « L'Inter ! L'Inter ! » Après un temps mort, alors que le premier couplet avait déjà démarré, H. Krasucki saute sur le micro et propose de reprendre le chant... Les poings se lèvent et l'Inter retentit, plus fort que jamais, sur les quais de Calais.

Les références de Krasucki au « refus par les travailleurs australiens de livrer le charbon à la Grande-Bretagne qui entraîne le chômage technique de 6 000 mineurs » et au « bateau



Un mineur arrêté devant le local du NUM.

partant du Danemark convoyant l'aide des pays socialistes » font bien sûr l'impression sur le charbon polonais livré à Thatcher par Jaruzelski. Ceux qui l'apprennent de la bouche des militants de la LCR présents restèrent sans réponse, les yeux dans le vague. Il faut dire qu'ils ne risquaient pas de l'apprendre dans l'Humanité.

« Il y a du sang sur le charbon » déclarait le président du syndicat des mineurs du Kent. Malgré cela, leur combativité est inébranlable : « Ian MacGregor, Margaret Thatcher, jetez vos chiens, vos policiers ! Les mineurs ne seront jamais cassés par la droite, nous vaincrons ! » lançait Malcolm Pitt à l'adresse du président des Charbonnages et du Premier ministre.

Une combativité exemplaire

Le convoi atteint son but, la cité minière de

Snowdown. Lors du meeting, une large place fut accordée aux femmes des mineurs dont une représentante prit la parole, au même titre que les dirigeants syndicaux. Le président du NUM de la région du Kent l'expliquait ainsi : « Les femmes des cités charbonnières ne sont pas là pour faire des sandwiches aux grévistes, les femmes ont fait un pas en avant pas simplement pour les mineurs mais pour toute la classe ouvrière britannique. »

Il reste en France du pain sur la planche afin que la grève des mineurs britanniques ne soit pas isolée. Il faut prendre acte des déclarations de la CGT pour qui « cette solidarité n'est qu'un début ». Autour de la venue prochaine d'une délégation de mineurs doit se développer un vaste mouvement de solidarité exemplaire. D'autant plus exemplaire que leur combativité doit servir de modèle de ce côté-ci de la Manche.

Correspondant

AFRIQUE DU SUD

Un ouvrier de Renault arrêté

La répression contre les travailleurs noirs sud-africains continue. Ainsi, un militant du NAAWU, principal syndicat de l'automobile, affilié à la FOSATU, a été arrêté au dépôt de pièces détachées où il travaille, en vertu de la loi sur la sécurité interne et placé au secret. L'affaire n'est pourtant pas une simple affaire intérieure sud-africaine. Jerry Kau est un travailleur de chez Renault. La Régie fait monter des R5 et R9 par la société sud-africaine Euromotors. Renault considère donc que c'est à cette dernière société de « prendre ses responsabilités. La maison mère n'intervient pas. »

La société nationalisée montre l'intérêt qu'elle porte à la manière dont sont traités sous l'apartheid les travailleurs qui montent ses voitures. Le gouvernement français dont les représentants multiplient les déclarations d'intention pour lutter contre le racisme officiel de l'Afrique du Sud dispose d'une occasion rêvée s'il voulait les mettre en pratique.

La Fédération internationale de la métallurgie et la CISL ont entamé des démarches de protestation. Sur place, à Johannesburg, les ouvriers de l'usine Alfa Romeo ont débrayé une demi-heure en solidarité avec Jerry Kau.

ruses pour le photographe, notre camarade fut convié à un nouveau contrôle d'identité. Son billet d'avion ainsi que ses papiers d'identité purent ainsi être photographiés à loisir.

Il faut quand même rappeler que les organisations composant le FLNKS sont légales et membres jusqu'à présent du Conseil du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat chargé des DOM-TOM est-il responsable de cette mesure d'intimidation ? Elle s'adresse finalement plus aux organisations du Front qu'à leurs amis français.

GRANDE-BRETAGNE

L'attentat de Brighton

Margaret Thatcher a eu chaud : l'attentat de l'IRA, qui visait le cabinet conservateur a manqué sa cible principale. Il a tout de même fait quatre morts, dont un député, et vingt-cinq blessés, dont le ministre du Commerce et de l'Industrie.

Derrière cette opération, l'IRA voulait provoquer une crise politique en supprimant celle qui a laissé mourir sans lever le petit doigt Bobby Sands et les autres grévistes de la faim du Bloc H.

Thatcher a riposté en réaffirmant le refus de toute solution politique en Irlande. Une telle solution suppose la reconnaissance du fait national irlandais et la négociation avec ses représentants. Pour le gouvernement britannique la conduite reste celle de la fermeté face à des « terroristes ». Quelque soit l'appréciation portée sur les méthodes de l'IRA, le constat est inévitable : malgré l'occupation coloniale et la répression du mouvement nationaliste en Irlande du Nord, la question nationale irlandaise demeure permanente.

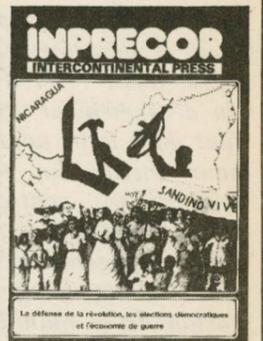
NOUVELLE-CALÉDONIE

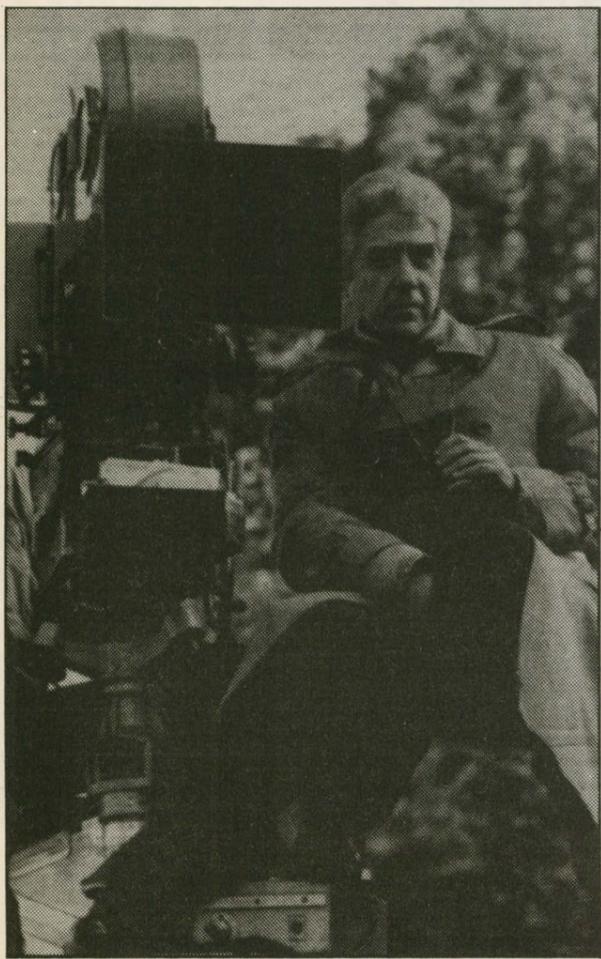
Faits et méfaits de la police coloniale

La police coloniale française a ses affinités. Au départ de l'aéroport de Nouméa, le 5 octobre, le sieur Le Chevalier, membre de la direction du Front national, n'a eu apparemment aucun problème pour s'embarquer. Avait-il dans ses bagages des documents sur les activités des ultras en Nouvelle-Calédonie et sur ses réunions avec le Front calédonien ? La police ne le saura pas puisqu'elle s'est bien gardé d'attenter aux droits démocratiques de ce monsieur.

Il en fut tout autrement pour un autre voyageur qui avait eu, lui, la mauvaise idée d'assister au congrès de constitution du Front de libération national kanaque et socialiste comme représentant de la LCR. Ses bagages ont été soigneusement fouillés et ses papiers personnels contrôlés. Après qu'un flic ait déployé toutes sortes de

Vient de paraître





L'amour à mort

L'Amour à mort n'est pas une méditation métaphysique. C'est un film poème musical pour quatre acteurs et un musicien. Le thème : la séparation absolue, la mort. La séparation absolue, Elizabeth (Sabine Azéma) n'a pas le temps d'y croire ; le médecin vient à peine de lui annoncer la mort de Simon (Pierre Arditi) que celui-ci se remet sur pied. Elle a une robe rouge, il est en noir. Harmonie de la passion et de la mort. En face d'eux, un couple d'amis, pasteurs, qui ne sauront rien de l'aventure de Simon. Ils travaillent pour la vie éternelle mais leur presbytère est froid, la bouffe mauvaise. Sa mésaventure a mis Simon en appétit, il met les bouchées doubles et veut tout savoir de la vie et de la mort. Chaque séquence du film est ponctuée de musique sans images, Res-

nais a voulu utiliser « la musique comme cinquième personnage ». Simon meurt. Elizabeth proclame : « Je n'ai pas la foi ; ma religion, c'est Simon ». Malgré les conseils des amis pasteurs (André Dussolier et Fanny Ardant) et la mise en garde — comique — par le vieux médecin (Jean Dasté) contre les méfaits des suicides ratés, Elizabeth va rejoindre Simon. On sort du film ni gai ni triste, mais une petite musique en tête, le plaisir des films de Resnais, c'est qu'ils vous reviennent en mémoire.

Noémie Mas

Brodway danny rose

Retour à la comédie en demi-teinte pour ce douzième film. Après le fabuleux *Zelig*, Woody se penche sur ce qu'il connaît bien : le petit monde du show-biz new-yorkais, dans un curieux film qui cultive le paradoxe et l'art de la citation avec un sens du mimétisme que l'on sait génial depuis *Zelig* précisément... On pense à la fois à Howard Hawks pour le prétexte comique de la poursuite abracadabrante entre Woody et quelques maffiosi... et à Ingmar Bergman pour la force persuasive du verbe grâce auquel *Danny Rose*, petit imprésario

juif new-yorkais, tente de convaincre toute adversité.

Par ses coups de pattes fabuleux (la garden-party sicilienne évoquant celle du *Parrain...*) et son sens presque italien du comique doux-amer, Woody Allen joue du cinéma avec un talent fou. Son film est un régal, et les comédiens (Mia Farrow en tête) sont étonnants.

Michel Laszlo

□

Journal intime

Marta Meszaros revient pour le meilleur, avec *Journal intime*. Ce film touche au plus près de la vie de la réalisatrice : son père disparut en Union soviétique dans les années trente, tout comme Bela Kun et d'autres communistes hongrois.

L'héroïne, Juli, rentre d'URSS vers 1947, en Hongrie avec sa famille adoptive. Celle qui l'a adoptée, s'occupe de l'information, bientôt promue directrice de prison, elle continue dans la ligne : obéissance aux ordres du grand frère sovié-

que, chasse aux déviationnistes. L'époque, à travers une image noir et blanc, dure et sobre, éclairée seulement par des retours en arrière de l'imagination de Juli, apparaît sous le signe des privilèges et du mensonge. Privilèges des cadres : domestiques et appartements « repris » à l'ancienne classe dirigeante. Mensonges des images d'actualités où le ministre de la Culture de l'époque dénonce le « traître Rajk et autres titistes », où l'on voit des Hongrois émus célébrer l'anniversaire de Staline. La réalisatrice a eu quelques difficultés pour avoir accès librement à ces images anciennes, mais les trouvailles de son humour inventif, fournissent aussi des images éloquentes, comme ce portrait double regardé de la droite vers la gauche, où apparaît Staline, tandis que dans l'autre sens se révèle celui de Rakosi. Marta Meszaros compte donner une suite à ce film qui s'achève vers 1956, il ira jusqu'à nos jours.

Noémie Mas

Maria's lovers

Film américain d'un réalisateur soviétique, *Maria's lovers* parle du retour au pays d'Ivan Bibic après des années passées dans un camp japonais. Le pays, les Etats-Unis, les siens, une communauté yougoslave et Maria (Nastassia Kinski). Elle a tant attendu qu'elle s'est laissée courtiser par un autre. Ivan épouse pourtant Maria. Il n'arrive pas à l'aimer physiquement. Il la

quitte, part travailler à la ville, hanté par son souvenir. Séduite et abandonnée par un aventurier, Maria a maintenant un enfant et toujours le rêve de rejoindre Ivan. Konchalovsky, le soviétique, retrouve le cinéma américain de Borzage avec le bonheur des couleurs en plus. La campagne est magnifique au fil des saisons, mais la poursuite du bonheur, thème américain par

excellence, pousse Maria et Ivan à s'arracher l'un à l'autre et aux doux paysages du malheur pour se retrouver en ville. Konchalovsky se veut, si l'on en croit ses déclarations, artiste russe cosmopolite et voyageur, on peut donc espérer qu'il va continuer à exploiter son talent d'Est en Ouest, pour notre plus grand plaisir.

Noémie Mas

Revue des revues

Retour aux sources ? Quinze ans après leur stalinisme vaguement maoïste, *les Cahiers du cinéma* se repenchant sur la Chine. Rassurons Lin Piao, il s'agit de Hong-Kong et des films de Kung Fu... Bazin doit se retourner dans son suaire !

La très bonne *Revue du cinéma* se penche sur Woody Allen, et consacre la majeure partie de ses pages à l'actualité d'Octobre. J'y ai néanmoins lu un article très sérieux sur la carrière cinématographique de Mickey.

Cinématographe consacre un long dossier à Delon. Excellent travail, malgré le côté suffisant des commentaires et des partis pris parfois irritants...

Enfin *Positif* consacre au plus grand cinéaste français un dossier remarquable et une longue interview. Alain Resnais s'y révèle (c'était déjà le cas dans le *Télérama* de la semaine dernière) comme un homme que l'on aimerait bien avoir pour ami. Il y a aussi dans ce numéro un dossier James Stewart.

M. A.

Et les autres...

La rentrée cinématographique écrase sous le nombre et le poids les films les moins riches en budget publicitaire. Pas toujours les meilleurs, mais souvent le cas. Avec *L'Amour par terre*, Rivette rend le cinéma à l'une de ses vocations les plus solides, le jeu, le mystère. Au secret « pirandellien » du film dans le film et du brouillage des rôles, chacun jugera que Rivette s'interroge sur le cinéma, la fiction, le spectacle, la mise en scène. Sur tout ce qui importe. On ne s'interrogera pas de la même façon

avant qu'après. C'est cela un film utile ! *Dans la Liberté, la nuit*, Garrel nous touche au premier degré par le portrait d'un militant français du FLN. Loin des partis pris politiques qui sont une donnée non discutée, il reste un homme. Homme fragile (l'engagement, l'âge, la fatigue) et film précaire car fait en résonnance directe sur cette fragilité et sur des situations elles-mêmes précaires (jeunesse, vieillesse, amour, mort). Fragilité, précarité : la vie elle-même et toutes les cicatrices qu'elle accumule. *Vols en-*

tre rêve et réalité ressemble à un film soviétique qui joue à être un film polonais jouant à être un film anglais. C'est dire que Balaïan nous parle de ce qu'il sait de la liberté ou de ce qu'il en devine. Encore un portrait d'homme en rupture de ban, de travail et de sentiments. La sécrétion par la société soviétique du pire conformisme petit-bourgeois est un appel aux postures libertaires. Seraient-elles d'un moment et seraient-elles déjà de la « folie ».

Piotr Gourmandisch



● **Dimanche** 20 h 30 (TF1).

Un mauvais fils de C. Sautet avec P. Dewaere, Y. Robert et B. Fossey. Une légère déception dans l'admiration

que je voue au cinéma de Sautet, hier « choral » et ici chichement intimiste avec juste ce qu'il faut de naturalisme pour faire penser au cinéma de Duvivier avant-

guerre. Pas mauvais donc, mais on sait que Sautet peut faire vachement mieux.

22 h 30 (FR3), *le Monde, la chair et le diable* de R. MacDougall avec H. Belafonte, I. Stevens et M. Ferrer. Très étrange film postnucléaire, filmé dans un New-York désert et saisissant.

● **Lundi** 20 h 35 (TF1), *Ces garçons qui venaient du Brésil* de F.-J. Schaffner avec G. Peck, L. Olivier et J. Mason. D'un livre d'I. Levin au postulat fantastique (le D^r Mengele, toujours vivant au Paraguay, avait fait

des prélèvements hormonaux sur le Führer avant sa mort, et tente, quarante ans plus tard, de « cloner » des enfants pour en faire les fils génétiques de Hitler !), F. Schaffner a réalisé un bon film de dimanche soir. Pas plus mais surtout pas moins... (surtout pour un lundi !)

20 h 35 (FR3), *les Diaboliques* de H.-G. Clouzot avec P. Meurisse, V. Clouzot et S. Signoret. D'après Boileau et Narcejac, la quintessence française du film d'angoisse. Très réussi, surtout grâce aux comédiens,

tous (et toutes) excellents. ● **Mardi** 20 h 35, le choix entre du médiocre cinéma franchouillard et une adaptation lourdingue d'un succès de café-théâtre... J'ai un petit faible pour le duo Balasko-Luis Régo...

● **Jeu**di 20 h 40 (FR3), *Requêtes* de M. Soutter avec J.-L. Trintignant, D. Seyrig et L. Massari. Comme Truffaut dans *la Nuit américaine*, un cinéaste sensible et pudique parle avec talent du spectacle et des gens qui le font. Entre Tchekhov et la Suisse, un film rare, à voir absolument.

● **Vend**redi 20 h 35 (A2), quatrième épisode de l'excellente adaptation du récit de Claude Michelet *Des grèves aux loups*. Superbe évocation du monde paysan depuis le début du siècle.

23 h (A2), *Rebecca* d'Alfred Hitchcock avec L. Olivier, J. Fontaine. Premier film d'Hitchcock aux USA, *Rebecca* oscille entre onirisme et romanesque ; la voix de Rebecca au début du film, déclarant : « J'ai rêvé que je retournais à Manderley », imposant cette double influence pour toute la durée du film.



NICARAGUA

Une guerre d'usure contre la révolution

La contra sème une terreur systématique, là où elle le peut. Telles sont les méthodes de ceux que Reagan nomme « les combattants de la liberté ». Le but ? Mener une guerre d'usure afin de préparer une intervention directe des Marines nord-américains.



3 et 4 novembre Etats-généraux de la solidarité

Des Etats généraux de la solidarité avec l'Amérique centrale auront lieu les 3 et 4 novembre à Paris. Organisés à l'initiative des comités de solidarité avec le Nicaragua, le Salvador et le Guatemala, de nombreuses organisations humanitaires ont déjà apporté leur soutien à cette initiative. Toutes les organisations concernées par l'expression de la solidarité avec ceux qui luttent en Amérique centrale, pour défendre ou conquérir leur droit à l'autodétermination, ont été invitées à se joindre à cette initiative. Ce doit être un tremplin pour permettre un développement et une convergence plus efficace de toutes les actions de solidarité avec les peuples d'Amérique centrale.

Ancrer l'action contre l'intervention US d'Amérique centrale dans le mouvement ouvrier et les entreprises : telle est la tâche de l'heure. La réussite de ces premiers Etats généraux devrait contribuer à cet élargissement indispensable et à une meilleure

connaissance de la réalité de la guerre, grâce à la dizaine de forums prévus.

Le 4 novembre constitue une échéance importante pour l'Amérique centrale. Ce sera le jour des premières élections libres de l'histoire du Nicaragua ; elles s'y tiendront grâce à la ténacité révolutionnaire du FSLN et malgré la volonté de sabotage organisé par l'impérialisme. Ces élections interviendront quelques jours avant celles des Etats-Unis où le candidat président Reagan veut obtenir un blanc-seing afin d'aggraver sa politique belliciste dans toute l'Amérique centrale.

Ici en France, une formidable campagne est en cours pour discréditer les révolutionnaires qui conduisent les luttes des peuples d'Amérique centrale. Il convient de relever ce défi et d'impulser une solidarité à la hauteur de la menace impérialiste.

J.-C. B

Appel

Dans sa résolution 1514, l'Organisation des Nations unies reconnaît le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Au Salvador, au Guatemala, au Nicaragua, les peuples luttent pour conquérir ou défendre ce droit, afin d'en finir avec la misère et la dépendance.

Contre cette exigence, les Etats-Unis déploient une offensive militaire, politique, diplomatique et économique sans précédent. L'intervention nord-américaine est déjà une réalité contre le gouvernement légitime du Nicaragua et contre le peuple d'El Salvador. Au Guatemala, c'est un génocide qui est perpétré contre la population civile.

Toutes les forces qui en France se reconnaissent dans le combat pour l'autodétermination et la défense des droits de l'homme se doivent d'unir leurs forces pour condamner la guerre qui est menée en Amérique centrale par le gouvernement des Etats-Unis.

Pour témoigner de la situation en Amérique centrale, pour discuter des meilleurs moyens d'affirmer notre solidarité, pour agir ensemble contre l'intervention nord-américaine, participez tous et toutes aux Etats généraux de solidarité avec les peuples d'Amérique centrale.

A l'appel de la coordination nationale des comités de solidarité avec le Nicaragua, El Salvador, le Guatemala et l'Amérique centrale.

Les 3 et 4 novembre 1984

Université Pierre Mendès-France (Paris I)
90, rue de Tolbiac 75013 Paris

Comité de solidarité avec le Nicaragua, 14, rue de Nanteuil 75015 Paris.
Comité de solidarité avec le peuple d'El Salvador, 68, rue de Babylone 75007 Paris
Collectif Guatemala, 67, rue du Théâtre 75015 Paris.
Permanence tél : 533 09 08

Bilan des actions armées de la contre-révolution : près de deux mille morts en trois ans et demi. En 1983, les dommages causés par la guerre se sont élevés à 130 millions de dollars, soit 30 % du montant des exportations du pays. La contra s'attaque prioritairement à la population civile, et plus particulièrement aux paysans organisés dans les coopératives, aux techniciens engagés dans la réforme agraire ou dans les programmes d'éducation et de santé.

Terreur et massacres

Ainsi, Jalapa, dans le Nord, a connu des offensives répétées. Dès mars 1982, quand « les bandes sautent le pas et deviennent des unités contre-révolutionnaires. (...) C'est l'étape de la "guerre larvée", pendant laquelle les ex-gardes venant du Honduras, rentrent dans les villages frontaliers pour faire ce pourquoi ils avaient été entraînés par Somoza : faire peur, tuer » (1). « En comptant seulement à partir du mois de décembre 1982, nous avons déjà eu plus de 1 000 personnes déplacées. Dans certaines familles, les gens ont dû fuir à moitié nus. Ils ont laissé leur ferme, leurs outils, leurs machines, ils ont tout perdu. Il n'y avait rien à faire. (...) A la fin de 1982, les coups contre Jalapa s'intensifient. (...) Dans les plans contre-révolutionnaires, Jalapa doit devenir la capitale d'un "territoire libéré" par les somozistes. En même temps, de nouvelles attaques cherchent à empêcher la récolte de café et à décimer l'armée nicaraguayenne qui se bat aux côtés des miliciens et des paysans armés (...) L'agression continua, 80 puis 100 puis 150 contre-révolutionnaires armés de fusils « Fal » ou « Galiles » voulaient prendre Jalapa. Maintenant ils étaient plus de mille et ils réussirent à pénétrer jusqu'à trois kilomètres à l'intérieur du Nicaragua. Nous les avons mis en déroute. (...) En mars-avril, Jalapa est de nouveau attaquée (...) et continue à subir le feu et les bombardements. Et la résistance continue (...) »

« Alors l'appui des Honduriens apparut très clairement : des ambulances à la frontière pour les blessés, des camions... Ils détruisirent quelques vingt « galiones » de tabac (...), des pertes par millions. On parle de 160 millions de cordobas, une fortune ! La population était en danger. Il fallait protéger les enfants, les vieillards. »

Les « combattants de la liberté »

Harcèlement des « forces de frappe » ou tentatives plus soutenues — et régulièrement mises en échec — de conquête d'une portion du territoire, la tactique de la contra est, toujours, la terreur systématique. Et il n'existe pas de différence, en cela, entre les Forces démocratiques nicaraguayennes (FDN) basées au Honduras, ou l'Alliance démocratique révolution-

naire, au Costa-Rica. Cette dernière compense d'ailleurs sa relative impuissance militaire par des sabotages répétés : bombardement de l'aéroport de Managua en 1983, minage des ports d'el Bluff et de Puerto Sandino, attaque des convois sur les routes, raids contre des coopératives dans la région de Rio San Juan avec assassinats et séquestrations...

Telles sont les méthodes de ceux que Reagan nomme « les combattants de la liberté ». Faire croire qu'au Nicaragua la guerre est une guerre civile, que la contra dispose d'une base sociale réelle et qu'elle représente la population nicaraguayenne dans sa majorité soulevée contre le régime, tel est son but, sans nuances. Un peu partout dans les médias en Europe, la mystification se fait plus subtile : elle vise à distinguer les ex-gardes somozistes du FDN des « démocrates » de l'ARDE, dirigée par Eden Pastora, qui continue à s'affubler de sigles sandinistes, et par Robelo, le bourgeois « déçu ». Ce dernier se fait à travers le monde entier le porte-parole d'un « retour au projet original de la révolution » que les sandinistes auraient trahi. Nécessités militaires et pressions de la CIA obligeant, il a pourtant fini par en arriver à l'alliance avec le FDN, tandis que Pastora préférerait garder son image de marque. Le FDN commence d'ailleurs à opérer depuis le front sud...

Vers l'invasion

L'enjeu pour Reagan est de présenter la contra comme porteuse d'une alternative à la révolution sandiniste, en évitant toute référence au somozisme. Mais aussi bien ses méthodes que ses origines et son caractère mercenaire lui enlèvent d'emblée toute la légitimité qu'elle voudrait se donner. Si les quelques centaines de gardes somozistes du début sont devenus une armée de plus de 10 000 hommes, c'est uniquement grâce au financement, à l'appui logistique et à l'entraînement direct de la CIA. Au nord, les camps du FDN ne survivent que grâce à un approvisionnement aérien quasi quotidien, à partir des bases honduriennes de Palmerola et Toncontin. Au sud, la CIA paie directement les salaires des mercenaires de l'ARDE, approvisionnés en armes à partir du Salvador.

La contra ne peut remporter de victoire militaire décisive. « A Jalapa, une des conséquences les plus importantes de l'agression fut l'accélération de la réforme agraire avec la création des coopératives (...) Nous avons commencé à organiser plus que jamais la défense de la production. » (1)

Mais Reagan compte sur ses mercenaires pour mener une guerre d'usure, et préparer les conditions d'une intervention militaire directe.

Sophie Joanny

1. *Envio*, numéro 32 de février 1984, édité par l'Institut historique centre-américain.